

TV

tremplin le mag

N°55 - MARS 2026



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.



Editorial

Même si l'attaque avait été annoncée et préparée par des frappes aériennes depuis plusieurs mois, l'intensité de celle-ci a surpris les observateurs internationaux. Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël ont lancé conjointement deux opérations militaires d'envergure, « Furie épique » et « Lion rugissant » détruisant l'essentiel des installations militaires iraniennes et provoquant la mort de ses principaux responsables, parmi lesquels Ali Khamenei, Guide suprême de la révolution islamique depuis 1989.

Les conséquences de cette attaque sont multiples et pourraient avoir des répercussions mondiales, d'où le choix éditorial fort de centrer une grande partie de l'actualité internationale de ce mois de mars 2026 sur ces événements. Y sont analysés la riposte militaire iranienne, les conséquences sur le commerce mondial ou encore l'avenir du régime.

La violence n'épargne pas l'actualité nationale, comme en

témoignent notamment la mort de Quentin Deranque et ses répercussions politiques en France et par-delà les Alpes. Cette affaire témoigne notamment de la polarisation extrême du débat public. Cette même polarisation a accompagné les nominations d'Anne-Claire Legendre à la tête de l'Institut du monde arabe et surtout d'Amélie de Montchalin à la présidence de la Cour des comptes, de la même manière qu'elle a pu se manifester lors des élections municipales de mars.

Enfin, *Horizon Sciences Po* vous permet de découvrir deux nouvelles références citées dans la bibliographie du réseau ScPo, sur le thème du vivant. Il s'agit de *Croire aux fauves* de l'anthropologue Nastassja Martin, un récit autobiographique dans lequel elle raconte sa rencontre avec un ours ainsi que ses blessures et sa reconstruction autant faciale que psychologique. La deuxième contribution, *Habiter en oiseau* de la philosophe Vinciane Despret permet de découvrir les relations entre ornithologie et sciences sociales.



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
Mme Céline CHARLES - M. Arnaud LE GARS - Mme Tatiana GOLTSBERG - M. Christophe GROSJEAN

PHOTOS

Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Iran (Getty) - Un drapeau iranien est placé parmi les ruines d'un poste de police frappé lundi lors de la campagne militaire américano-israélienne à Téhéran, 3 mars 2026. (Vahid Salemi) - Carte frappes israélo-américaines sur l'Iran et ripostes iraniennes (Visactu/La Croix) - Un portrait de l'ayatollah Ali Khamenei devant l'ambassade d'Iran en Russie, à Moscou, le 2 mars 2026. (Hector Retamal/AFP) - Capture d'écran du site marine traffic le 5 mars 2026 montrant l'arrêt de la circulation maritime dans le détroit d'Ormuz - Des Talibans dans le quartier de Spin Boldak, dans la province de Kandahar, le 27 février 2026 au lendemain des affrontements entre le Pakistan et l'Afghanistan. (Sanaullah Seiam) - La ville d'Odesa au sud de l'Ukraine, après 4 ans de guerre, en février 2026. (Sylvain Rostaing/Maxppp) - Podcast Iran, les clés pour comprendre - Podcast France Inter, Poutine le tsar spivétique - Couverture Après l'Occident? Hubert Védrine et Maurice Godellier - Drapeaux français (Pxhere) - Plaque de Charlie Hebdo du 19 février 2026 soulignant qu'à priori il y a peu de différences entre les deux groupes. Le journal a cependant rappelé la volonté pour l'extrême droite de chercher un "martyr" - Qui est Anne-Claire Legendre, nommée à la tête de l'IMA en remplacement de Jack Lang ? Le Dauphiné libéré, février 2026 - Nomination d'Amélie de Montchalin à la Cour des comptes : deux sénateurs veulent limiter son mandat, Le Parisien, 17 février 2026 - femmes et hommes, l'égalité en question, INSEE Références, mars 2022 - JO d'hiver 2030 : plusieurs mobilisations contre l'organisation de l'événement dans les Alpes françaises, Europe 1, 6 janvier 2024 - Buste (Unplash)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMP LIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

SPÉCIAL GUERRE EN IRAN	6	HORIZON SCIENCES-PO	
ACTUALITÉ INTERNATIONALE	17	- Nastassja Martin, <i>Croire aux fauves</i> , 2019	35
ACTUALITÉ NATIONALE	24	- Vinciane Despret, <i>Habiter en oiseau</i> , 2019	37



SPÉCIAL

GUERRE EN IRAN

Au cœur du Moyen-Orient, l'Iran occupe depuis longtemps une place centrale dans les équilibres géopolitiques mondiaux. Puissance régionale, acteur majeur des dynamiques énergétiques et idéologiques, le pays se trouve aujourd'hui au centre d'un conflit qui dépasse largement ses frontières. Les rivalités avec Israël, les relations conflictuelles avec les États-Unis et les inquiétudes liées à son programme nucléaire ont transformé ces tensions en une guerre ouverte.

La guerre qui s'est déclenchée récemment autour de l'Iran marque ainsi une nouvelle étape dans l'instabilité régionale. Au-delà des affrontements militaires, ce conflit révèle des rivalités stratégiques profondes, des enjeux énergétiques mondiaux et la recomposition des alliances au Moyen-Orient. Dans un contexte international déjà fragilisé par d'autres crises, l'escalade autour de l'Iran pose une question centrale : s'agit-il d'un conflit régional de plus, ou du début d'un basculement géopolitique aux conséquences mondiales ?

Ce dossier propose d'analyser les origines de cette guerre, les acteurs impliqués et les scénarios possibles pour l'avenir du Moyen-Orient et de l'ordre international.

Arnaud LE GARS





Un drapeau iranien est placé parmi les ruines d'un poste de police frappé lundi lors de la campagne militaire américano-israélienne à Téhéran, 3 mars 2026.



ALLER PLUS LOIN...

En société, FRANCE 5 : Iran, comprendre la crise au Moyen-Orient

DE LA GUERRE PAR PROCURATION À LA CONFRONTATION DIRECTE

Depuis plusieurs années, la rivalité stratégique entre l'Iran, Israël et les États-Unis s'inscrivait principalement dans une logique de guerre indirecte, reposant sur des réseaux d'alliés et de groupes armés partenaires. Téhéran s'appuyait notamment sur ce que de nombreux analystes appellent « l'axe de la résistance », un ensemble d'acteurs non étatiques ou para-étatiques comprenant le Hezbollah au Liban, plusieurs milices chiïtes en Irak, les rebelles houthis au Yémen ou encore certains groupes armés présents dans la bande de Gaza.

Cette stratégie permettait à l'Iran d'exercer une pression constante sur Israël et sur les intérêts américains dans la région tout en évitant un affrontement frontal qui aurait comporté des

risques militaires considérables. Cependant, depuis la guerre de Gaza déclenchée en 2023, ces tensions indirectes se sont progressivement transformées en une mosaïque de fronts actifs. Les échanges de tirs entre le Hezbollah et l'armée israélienne au nord d'Israël, les attaques de navires en mer Rouge par les Houthis et les frappes régulières contre des positions iraniennes ou pro-iraniennes en Syrie et en Irak ont contribué à installer une dynamique d'escalade durable.

Le basculement intervient le 28 février 2026 lorsque les États-Unis et Israël lancent deux opérations militaires d'envergure — baptisées « Furie épique » et « Lion rugissant » — visant directement des installations militaires iraniennes situées sur le

territoire de la République islamique. Ce passage à des frappes massives contre l'Iran marque une rupture stratégique majeure : la confrontation ne se déroule plus uniquement par acteurs interposés, mais touche directement les structures militaires iraniennes.

En l'espace d'environ vingt-quatre heures, près d'un millier de cibles sont frappées. Les opérations visent principalement les infrastructures liées au programme balistique iranien : dépôts de missiles, radars, centres de commandement et systèmes de défense antiaérienne. L'objectif affiché par Washington et Tel-Aviv est de réduire la capacité de Téhéran à projeter des missiles et des drones contre Israël ou contre les forces américaines stationnées dans la région.

La riposte iranienne et l'extension aux bases du Golfe

La réaction iranienne intervient rapidement et révèle un système de commandement capable de fonctionner malgré les frappes ciblées. Les forces iraniennes semblent avoir anticipé ce type de scénario en mettant en place des structures de commandement décentralisées et redondantes, permettant la continuité des opérations même en cas de pertes dans la hiérarchie militaire.

Téhéran lance alors plusieurs vagues de missiles balistiques et de drones dirigées vers Israël, mais aussi vers des installations militaires américaines au Moyen-Orient. Une partie de ces frappes vise des bases situées dans plusieurs États du Golfe accueillant des forces américaines ou occidentales, notamment aux Émirats arabes unis, au Qatar, au Koweït et à Bahreïn. Ces installations jouent un rôle central dans le dispositif militaire américain au Moyen-Orient et constituent des points logistiques essentiels pour les opérations aériennes et navales dans la région.

Certaines attaques cherchent à saturer les systèmes de défense antimissile en combinant plusieurs types de projectiles, y compris des missiles à sous-munitions. Dans certains cas, les tirs sont coordonnés avec des actions menées par le Hezbollah au Liban afin d'augmenter la pression sur les défenses israéliennes. Dans le même temps, l'Iran maintient l'utilisation de ses partenaires régionaux pour créer une pression multithématique. Les milices alliées poursuivent des actions contre des positions américaines en Irak et en Syrie, tandis que les Houthis continuent de menacer le trafic maritime en mer Rouge. Cette stratégie vise à disperser les capacités militaires adverses et à compliquer toute réponse coordonnée.

Cependant, malgré ces frappes contre des bases situées dans les États du Golfe, Téhéran insiste sur le fait que ses attaques visent exclusivement les forces américaines et non les États hôtes eux-mêmes. Cette communication diplomatique cherche à éviter une rupture directe avec les monarchies du Golfe et à empêcher ces pays d'entrer pleinement dans le conflit.

Objectifs militaires et limites des frappes

Du côté américain et israélien, la campagne militaire poursuit plusieurs objectifs stratégiques. Le premier consiste à réduire significativement la capacité offensive iranienne, notamment dans les domaines des missiles balistiques et des drones armés, qui représentent aujourd'hui l'un des principaux outils de projection de puissance de Téhéran. Les frappes ciblent donc les infrastructures militaires critiques : centres de commandement, dépôts de munitions, installations radar, batteries antiaériennes et certains responsables militaires ou politiques considérés comme essentiels au fonctionnement de l'appareil sécuritaire iranien. Certains responsables politiques évoquent également l'objectif plus large d'affaiblir durablement le régime iranien. Cependant, l'efficacité de ces frappes se heurte à plusieurs limites. Depuis plusieurs années, l'Iran a entrepris de disperser et d'enfouir ses installations sensibles, construisant des infrastructures profondément enterrées ou réparties sur de nombreux sites. Cette stratégie vise précisément à réduire la vulnérabilité du système militaire face à des campagnes aériennes massives. Les frappes infligent donc des pertes importantes, mais la capacité de riposte iranienne démontre que l'appareil militaire conserve une certaine résilience. La destruction complète de l'infrastructure militaire iranienne apparaît dès lors hautement improbable à court terme, même dans le cadre d'une campagne militaire prolongée.

Réactions internationales et inquiétudes régionales

La montée des tensions suscite immédiatement une intense activité diplomatique. Plusieurs puissances appellent à une désescalade rapide afin d'éviter une extension du conflit. Les pays européens expriment leur inquiétude face au risque d'embrasement régional, tandis que la Russie condamne les frappes occidentales et appelle à une solution diplomatique au nom « du droit international », belle ironie...

L'un des principaux motifs d'inquiétude concerne la sécurité des monarchies du Golfe, désormais directement exposées aux frappes visant les bases américaines sur leur territoire. Une extension du conflit à ces États pourrait entraîner une réaction militaire plus large et transformer la crise actuelle en véritable guerre régionale.

Un autre risque majeur concerne le détroit d'Hormuz, passage stratégique par lequel transite une part importante du commerce mondial de pétrole, 20% notamment à destination du marché asiatique. Une perturbation durable de ce corridor maritime a déjà des conséquences économiques globales, notamment sur les prix de l'énergie et la stabilité des marchés.

Pour l'instant, les partenaires étatiques de l'Iran (et non alliés), notamment la Chine et la Russie, n'ont pas manifesté d'intention d'intervenir militairement et ne le feront pas. Cette retenue limite le risque d'un affrontement direct entre grandes puissances,

même si ces pays apportent un soutien politique et diplomatique à Téhéran.

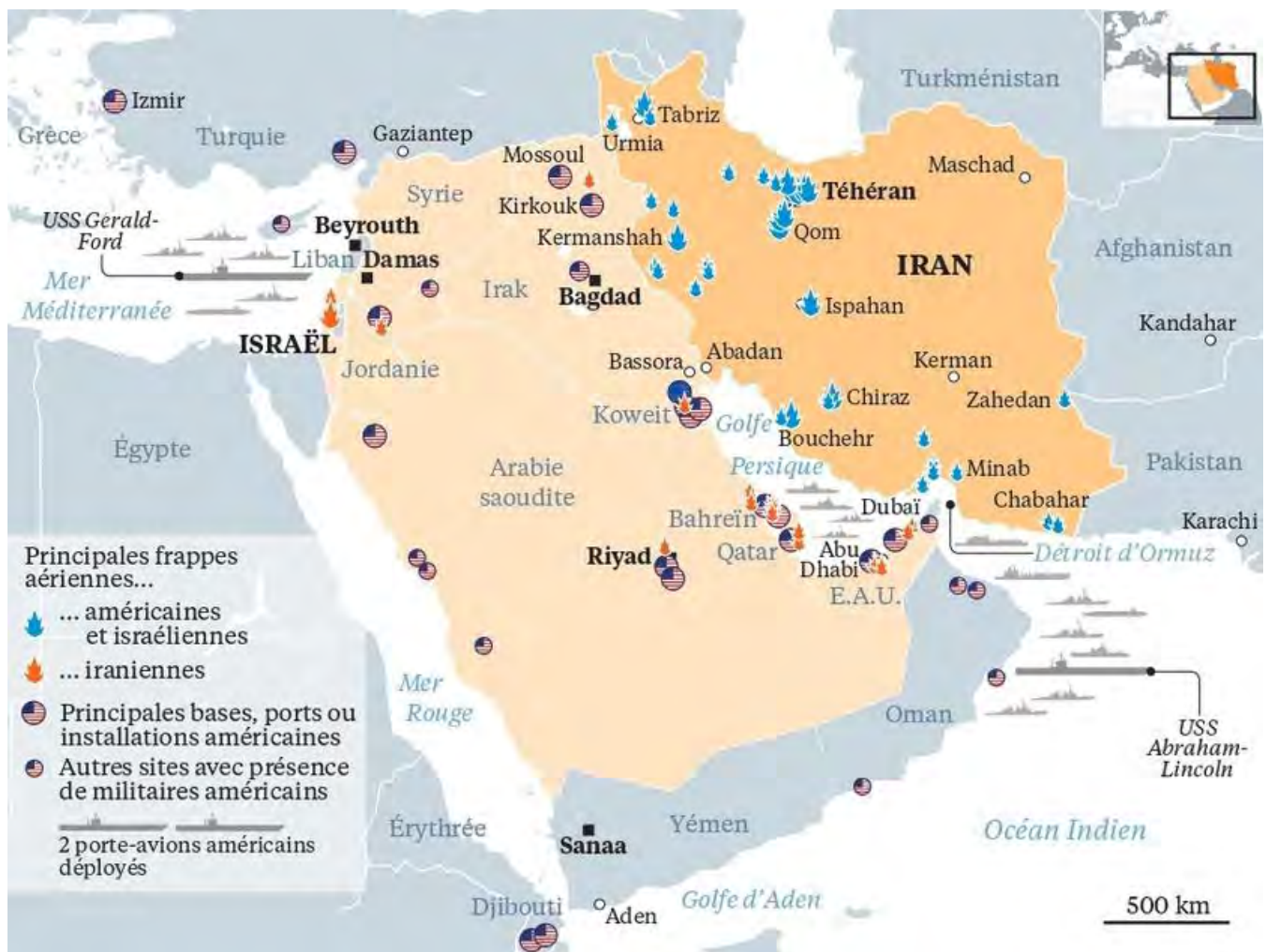
Une escalade maîtrisée mais fragile

La situation actuelle correspond à une forme d'escalade contrôlée, dans laquelle chaque acteur cherche à démontrer sa capacité de dissuasion sans franchir les seuils qui mèneraient à une guerre totale. Les États-Unis et Israël tentent de restaurer leur crédibilité stratégique en démontrant leur supériorité technologique et leur capacité à frapper profondément le territoire iranien. De son côté, l'Iran cherche à prouver que malgré les frappes ciblées et les tentatives de décapitation de son commandement, son système politique et

militaire demeure capable de résister et de riposter.

Cette configuration produit un conflit de haute intensité, mais encore limité, qui ne correspond ni à une simple démonstration de force ni à une invasion militaire comparable à celle de l'Irak en 2003. Les objectifs politiques de chaque camp restent encore flous, tout comme les conditions d'une éventuelle désescalade. Le principal danger réside dans la possibilité d'un engrenage incontrôlé. Une frappe provoquant des pertes massives dans un pays du Golfe, un incident impliquant une grande puissance ou une erreur de calcul militaire pourraient rapidement transformer cette confrontation contenue en guerre régionale ouverte. Dans un Moyen-Orient déjà marqué par de multiples crises, la gestion de cette escalade constitue donc l'un des défis géopolitiques majeurs du moment. ♦

Frappes israélo-américaines sur l'Iran et postes iraniennes Situation au dimanche 1er mars 2026



MORT D'ALI KHAMENEI, QUATRE DE DÉCENNIES DE POUVOIR TYRANNIQUE ET DE RÉPRESSION SANGLANTE

Quarante années durant, Ali Khamenei aura régné sur l'Iran en guide absolu, mêlant pouvoir religieux et contrôle politique total, jusqu'à sa mort violente en février 2026. De son accession au rang de Guide suprême en 1989 à son élimination lors d'une frappe américano-israélienne, son héritage est celui d'un pays militarisé, asphyxié par les sanctions et miné par une contestation populaire périodiquement écrasée.

Né en 1939 à Mashhad, formé dans les cercles du chiisme militant, Khamenei se hisse au sommet de la République islamique à la mort de Ruhollah Khomeini, dont il se veut le continuateur intransigeant. À la différence de son prédécesseur, figure charismatique de la révolution de 1979, Khamenei s'impose par les réseaux et les appareils, en particulier les Gardiens de la révolution, qu'il érige au fil des ans en véritable colonne vertébrale du régime. Il verrouille progressivement tous les centres de pouvoir, place des fidèles à la tête des institutions et transforme le poste de Guide en une magistrature quasi monarchique.

La consolidation d'un régime autoritaire

Les années 1990 et 2000 voient la consolidation de ce système autoritaire. Le bref espoir de réformes sous la présidence de Mohammad Khatami se heurte à la ligne rouge tracée par Khamenei : pas question de toucher à la structure théocratique ni à l'autorité du Guide. Les journaux réformateurs sont fermés, les intellectuels poussés à l'exil ou au silence, tandis que les services de sécurité se renforcent. L'ouverture au monde reste strictement contrôlée, tout comme Internet et les nouveaux médias, rapidement surveillés et filtrés.

L'élection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en 2009 marque un tournant. La vague de protestation du « mouvement vert », portée par des millions d'Iraniens descendus dans les rues contre les fraudes électorales, est réprimée avec une brutalité qui révèle le vrai visage du régime. Sous l'œil de Khamenei, les forces de sécurité tirent, arrêtent, torturent. Les procès télévisés de militants et de responsables réformateurs installent un climat de peur durable. Beaucoup d'Iraniens, à l'intérieur comme dans la diaspora, identifient désormais le Guide suprême comme l'architecte direct de la répression.

Une stratégie régionale de confrontation

Sur le plan international, Khamenei poursuit une ligne de confrontation assumée avec les États-Unis et Israël, tout en

multipliant les leviers d'influence régionaux. Le développement du programme nucléaire, malgré les négociations et l'accord de 2015, reste au cœur de ce bras de fer. Cet accord, officiellement appelé Joint Comprehensive Plan of Action, devait limiter les capacités nucléaires iraniennes en échange d'une levée progressive des sanctions, mais il n'a jamais dissipé la méfiance stratégique entre Téhéran et les puissances occidentales.

En parallèle, le régime tisse un « axe de résistance » reliant plusieurs acteurs armés au Moyen-Orient : le Hezbollah au Liban, diverses milices chiites en Irak, ainsi qu'un soutien déterminant au régime de Bashar al-Assad pendant la guerre civile syrienne. Cette stratégie vise à étendre l'influence iranienne tout en créant une profondeur stratégique face à Israël et aux bases militaires américaines dans la région.

Mais ce choix stratégique coûte cher. Diplomatiquement isolé et soumis à des sanctions économiques croissantes, l'Iran voit son économie traverser des crises successives. L'inflation explose, la monnaie nationale se déprécie et les investissements étrangers se raréfient, accentuant la fracture entre les élites proches du pouvoir et une population de plus en plus appauvrie.

Une contestation populaire croissante

À l'intérieur du pays, les sanctions et la mauvaise gestion économique exacerbent la colère sociale. Hausse des prix, chômage massif des jeunes et corruption systémique minent la légitimité du régime. Entre 2017 et 2022, plusieurs vagues de protestation éclatent dans différentes villes du pays. L'un des moments les plus marquants survient en 2022 avec le mouvement « Femme, vie, liberté », déclenché après la mort de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée par la police des mœurs pour un voile jugé mal porté. Sa mort provoque une mobilisation nationale d'une ampleur inédite depuis la révolution de 1979. Les manifestations dénoncent non seulement les restrictions imposées aux femmes, mais aussi la nature même du régime.

La réponse des autorités est brutale. Les forces de sécurité ouvrent le feu sur les manifestants, procèdent à des milliers d'arrestations et multiplient les procès expéditifs. Les prisons iraniennes se remplissent de journalistes, d'avocats, d'artistes et de militants. Les minorités ethniques — notamment les Kurdes et les Baloutches — subissent une répression particulièrement sévère. L'État impose régulièrement des coupures d'Internet pour empêcher l'organisation des protestations et limiter la diffusion d'images de la répression.

Au début de l'année 2026, une nouvelle vague de contestation éclate dans plusieurs grandes villes iraniennes, notamment à Tehran, Isfahan et Shiraz. La hausse brutale du prix de l'énergie et l'effondrement du rial déclenchent des manifestations spontanées qui prennent rapidement une dimension politique. Les slogans visent directement le Guide suprême et l'appareil sécuritaire, signe d'une rupture croissante entre le pouvoir et une partie de la société.

La réaction des autorités est immédiate et particulièrement violente. Les forces des Gardiens de la révolution et les milices paramilitaires du Basij interviennent pour reprendre le contrôle des rues. Des tirs à balles réelles sont signalés dans plusieurs quartiers populaires, tandis que des milliers de manifestants sont arrêtés lors de rafles nocturnes.

Les organisations de défense des droits humains évoquent plusieurs milliers de morts en quelques semaines. Internet est à nouveau coupé dans de nombreuses régions du pays afin d'empêcher la circulation d'images de la répression. Cet épisode, l'un des plus violents de la fin du règne de Khamenei, marque durablement l'opinion publique iranienne et renforce la perception d'un régime prêt à tout pour se maintenir au pouvoir.

Un pouvoir économique verrouillé

Parallèlement à ce contrôle politique, Khamenei supervise la concentration progressive d'immenses ressources

économiques entre les mains d'un réseau de fondations religieuses et de conglomérats liés aux Gardiens de la révolution. Ces organisations parapubliques dominent des secteurs entiers de l'économie iranienne : hydrocarbures, infrastructures, télécommunications et commerce international.

Ce système opaque fonctionne largement en dehors du contrôle parlementaire et alimente une économie de rente favorable aux cercles proches du pouvoir. Les revenus générés financent à la fois l'appareil sécuritaire interne et les interventions régionales de l'Iran, consolidant un modèle politique où la sécurité du régime prime sur le développement économique du pays.

L'héritage d'Ali Khamenei reste profondément controversé. Pour ses partisans, il aura maintenu la stabilité de la République islamique face à des pressions internationales constantes. Pour une très grande partie de la société iranienne, en revanche, son règne symbolise un système politique où la survie de l'État prime systématiquement sur les droits des citoyens.

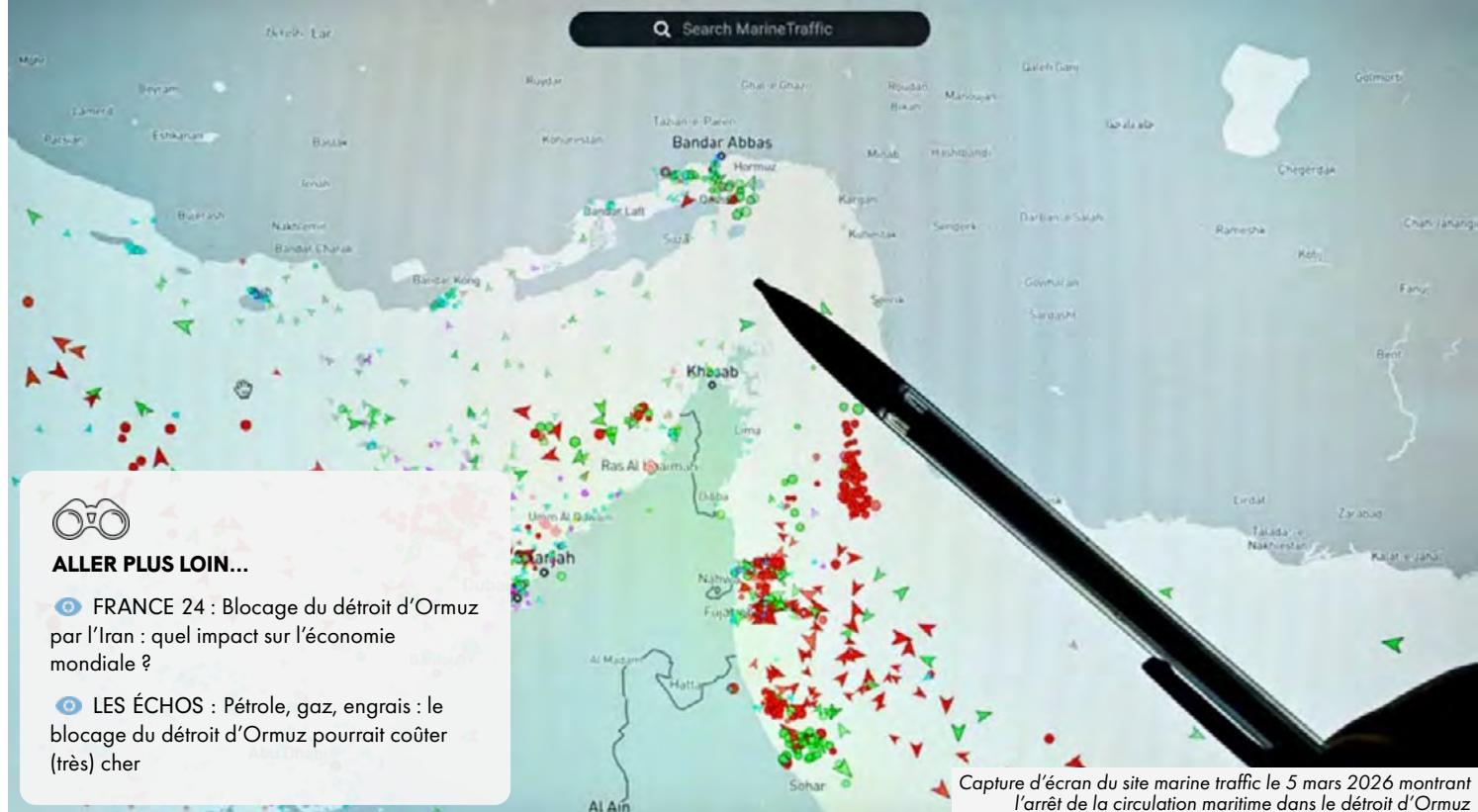
En quarante ans, il aura transformé la République islamique en un régime marqué par une forte militarisation, une centralisation extrême du pouvoir et une répression régulière des aspirations démocratiques. Aux yeux de nombreux Iraniens, son nom restera associé non pas à la grandeur nationale revendiquée par le régime, mais à une longue période de peur, de violence politique et d'occasions manquées pour une transformation démocratique du pays. ♦

Un portrait de l'ayatollah Ali Khamenei devant l'ambassade d'Iran en Russie, à Moscou, le 2 mars 2026



ALLER PLUS LOIN...

- ARTE, Le dessous des cartes : Iran, la fin d'un système ?
- FRANCE INFO : Quel pouvoir a Motjaba Khamenei, le nouveau guide suprême en Iran ?



ASPHYXIE DU DÉTROIT D'ORMUZ, UN BLOCAGE QUI MENACE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le détroit d'Ormuz, l'un des passages maritimes les plus stratégiques de la planète, est au cœur d'une crise géopolitique majeure susceptible de déclencher le choc énergétique le plus important depuis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022. Depuis la fin du mois de février, l'escalade militaire entre l'Iran et les puissances occidentales a provoqué une paralysie de facto de cette artère vitale du commerce mondial. Dans un contexte de tensions extrêmes au Moyen-Orient, la fermeture annoncée du détroit par les autorités iraniennes menace directement les flux pétroliers et gaziers du Golfe et fait peser une menace immédiate sur l'économie mondiale.

La crise actuelle trouve son origine dans les frappes menées depuis le 28 février par les États-Unis et Israël contre plusieurs installations iraniennes. La réaction de Téhéran ne s'est pas fait attendre. Les Gardiens de la révolution ont rapidement annoncé la fermeture du détroit d'Ormuz et averti que tout navire tentant de traverser la zone pourrait être considéré comme une cible militaire. Cette décision a transformé en quelques heures l'un des principaux axes du commerce maritime mondial en zone de confrontation potentielle.

Dans les jours qui ont suivi, plusieurs incidents ont renforcé la

tension. Au moins trois navires transportant du pétrole ont été attaqués à proximité du détroit, dont les pétroliers MKD Vyom et Skylight, touchés au large des côtes d'Oman. Ces attaques, attribuées à l'Iran par plusieurs sources, ont suscité une onde de choc dans le secteur maritime international et provoqué une réaction immédiate des compagnies de transport. Face au risque d'escalade militaire, plusieurs géants du transport maritime, dont MSC, Maersk et CMA CGM, ont suspendu leurs opérations dans la zone. Cette décision a contribué à immobiliser environ 3 200 navires dans le Golfe et ses abords. Les assureurs maritimes ont immédiatement réévalué les risques, multipliant par dix les primes appliquées aux navires naviguant dans la région. Dans un espace maritime aussi étroit que celui du détroit d'Ormuz, où les couloirs de navigation ne mesurent parfois que quelques kilomètres de large, la moindre confrontation militaire peut rapidement provoquer un blocage total du trafic.

La gravité de la situation tient avant tout au rôle central que joue Ormuz dans le système énergétique mondial. Chaque jour, environ 17 millions de barils de pétrole y transitent, soit près de 20 % de la consommation mondiale. À cela s'ajoutent d'importants flux de gaz naturel liquéfié, principalement en provenance du Qatar et des Émirats arabes unis. Au total, près

d'un cinquième des exportations mondiales de GNL passent par ce corridor maritime, ce qui en fait un point névralgique de l'approvisionnement énergétique de nombreuses régions du monde.

La dépendance de plusieurs États du Golfe à ce passage stratégique est considérable. Le Qatar, deuxième exportateur mondial de GNL, dépend entièrement du détroit pour ses expéditions. Le Koweït et l'Irak se trouvent dans une situation similaire, tout comme l'Iran lui-même. Certains pays du Golfe dépendent presque totalement d'Ormuz pour leurs exportations d'hydrocarbures : le Koweït, le Qatar et l'Iran à 100 %, l'Irak à 97 % et l'Arabie Saoudite à près de 90 %.

Certains producteurs disposent toutefois d'options limitées pour contourner ce goulot d'étranglement. L'Arabie Saoudite peut détourner une partie de ses exportations vers la mer Rouge grâce à un oléoduc reliant ses champs pétroliers à la côte ouest. Les Émirats arabes unis disposent également d'une infrastructure permettant d'acheminer du pétrole vers le port de Fujairah, sur le golfe d'Oman. Cependant, ces routes alternatives ne peuvent absorber qu'une fraction des volumes habituellement transportés par le détroit, ce qui signifie qu'un blocage prolongé perturberait inévitablement l'approvisionnement mondial.

Les marchés de l'énergie n'ont pas tardé à réagir à cette situation. En l'espace de quelques semaines, le prix du baril de Brent est passé de 62 à plus de 100 dollars. Plusieurs analystes estiment que si la crise devait durer, le seuil des 130 dollars pourrait être franchi rapidement. Une telle hausse aurait des conséquences importantes pour les économies importatrices d'énergie, notamment en Europe et en Asie.

Le marché du gaz est particulièrement exposé. Des experts anticipent une hausse d'environ 35 % du prix du gaz sur les marchés européens en cas de perturbation durable des flux de GNL provenant du Golfe. Cette perspective inquiète d'autant plus les gouvernements européens que les réserves de gaz du continent se situent actuellement autour de 30 % de leur capacité, un niveau comparable à celui observé en 2022 lors de la crise énergétique déclenchée par la guerre en Ukraine.

Une telle tension sur les marchés pourrait raviver les pressions inflationnistes qui avaient marqué les économies occidentales au cours des dernières années. Les secteurs industriels fortement consommateurs d'énergie, comme la chimie, la métallurgie ou l'automobile, seraient particulièrement vulnérables à une nouvelle flambée des prix.

Au-delà de l'énergie, la crise pourrait également affecter l'ensemble du commerce international. Le détroit d'Ormuz constitue en effet un passage essentiel pour de nombreux flux maritimes reliant l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe. Le blocage partiel du trafic maritime dans la région perturbe déjà certaines chaînes d'approvisionnement et entraîne une hausse rapide des coûts logistiques.

Les acheteurs asiatiques, notamment la Chine et l'Inde, pourraient être contraints de rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz et en pétrole, entrant ainsi en concurrence directe avec les importateurs européens. Cette compétition accrue pour les ressources énergétiques disponibles, risque d'alimenter une volatilité durable sur les marchés mondiaux.

Pour l'Iran, la fermeture du détroit constitue une arme géopolitique redoutable. Depuis plusieurs décennies, Téhéran brandit régulièrement la menace d'un blocage d'Ormuz en cas de conflit avec les États-Unis ou leurs alliés. La logique de cette stratégie repose sur une capacité de nuisance : en perturbant une part essentielle du commerce énergétique mondial, l'Iran peut exercer une pression indirecte sur les grandes puissances économiques.

Cette stratégie comporte toutefois un coût pour la République islamique elle-même, qui dépend également du détroit pour exporter son pétrole. En choisissant de bloquer Ormuz, Téhéran accepte donc de sacrifier une partie de ses propres revenus énergétiques afin d'accroître son pouvoir de dissuasion.

Face à cette situation, les États-Unis et leurs alliés envisagent plusieurs options. Parmi elles figure la mise en place d'escortes navales multinationales destinées à garantir la liberté de navigation dans le Golfe. Une telle initiative pourrait cependant accroître les risques d'affrontement direct avec les forces iraniennes.

Dans le même temps, plusieurs grandes puissances disposent de réserves stratégiques de pétrole susceptibles d'être mobilisées pour stabiliser temporairement les marchés. Les États-Unis, la Chine et les pays européens pourraient puiser dans ces stocks si la crise venait à se prolonger. Toutefois, ces réserves ne constituent qu'un amortisseur à court terme et ne peuvent compenser durablement une interruption majeure des flux énergétiques du Golfe.

Dans ce contexte, l'attention se tourne également vers la Chine, devenue l'un des principaux importateurs de pétrole du Moyen-Orient. Pékin entretient des relations économiques importantes avec l'Iran tout en dépendant fortement des hydrocarbures du Golfe. Son implication dans une éventuelle médiation diplomatique pourrait jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la crise.

L'avenir du détroit d'Ormuz reste pour l'instant incertain. Quelques kilomètres de mer séparent désormais une simple démonstration de force d'une crise énergétique mondiale majeure. Dans ce bras de fer géopolitique, chaque jour de blocage supplémentaire renforce la pression sur les marchés et rappelle à quel point la stabilité de l'économie mondiale dépend encore de la sécurité de quelques points de passage stratégiques. ♦



ALLER PLUS LOIN...

- FRANCE INTER : Le peuple iranien peut-il réellement reprendre le pouvoir ?
- ARTE, le dessous des cartes : Iran , la fin d'un système ?

LA GUERRE PEUT-ELLE FAIRE TOMBER LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN ?

La guerre déclenchée par les États-Unis et Israël contre l'Iran soulève une question fondamentale pour l'équilibre du Moyen-Orient : le conflit peut-il entraîner la chute de la République islamique instaurée en 1979 ? Depuis plus de quatre décennies, le régime iranien a démontré une remarquable capacité de résilience face aux crises internationales, aux sanctions économiques et aux contestations internes. Pourtant, la confrontation militaire actuelle fragilise un système politique déjà sous pression, ravivant les interrogations sur sa stabilité et sur l'avenir du pouvoir à Téhéran.

Pour comprendre la nature de ce régime et sa capacité de résistance, il faut revenir à son origine. La République islamique d'Iran est née de la révolution de 1979, l'un des événements

politiques majeurs du XXe siècle au Moyen-Orient. Cette révolution renverse le shah Mohammad Reza Pahlavi, dont le pouvoir autoritaire reposait sur une alliance étroite avec les États-Unis et sur un programme de modernisation rapide du pays. Malgré certaines réformes économiques et sociales, le régime du shah suscite une opposition croissante, alimentée par les inégalités sociales, la répression politique et la perception d'une occidentalisation imposée. À partir de la fin des années 1970, une coalition hétérogène composée d'intellectuels, de nationalistes, de militants de gauche et de religieux chiites se mobilise contre le pouvoir monarchique.

Sous la direction de l'ayatollah Ruhollah Khomeini, les forces révolutionnaires instaurent un système inédit, fondé sur la

doctrine du « velayat-e faqih », ou « gouvernement du juriste-théologien ». Cette théorie confère au clergé chiite la légitimité de diriger l'État afin de garantir le respect des principes de l'islam.

Le régime qui se met en place est donc hybride, mêlant institutions républicaines et autorité religieuse. Officiellement, l'Iran est une république dotée d'un président, d'un parlement élu et d'élections régulières. Cependant, ces institutions restent étroitement encadrées par le pouvoir religieux. Au sommet de l'État, se trouve le Guide suprême, autorité politique et spirituelle qui détient les pouvoirs essentiels : il contrôle l'armée, nomme les chefs du pouvoir judiciaire et supervise les grandes orientations de la politique étrangère et de sécurité. Depuis 1989, cette fonction était occupée par l'ayatollah Ali Khamenei puis par son fils Mojtaba depuis le 8 mars 2026.

Le fonctionnement du système politique iranien repose également sur un ensemble d'institutions chargées de préserver l'idéologie révolutionnaire. Le Conseil des gardiens, composé de religieux et de juristes, examine les lois votées par le Parlement et valide les candidatures aux élections, ce qui lui permet d'écarter les figures jugées trop réformatrices. Parallèlement, les Gardiens de la révolution constituent un pilier essentiel du régime. Créée après la révolution pour défendre les acquis islamistes, cette force militaire parallèle s'est progressivement transformée en un acteur politique, économique et stratégique majeur. Les Gardiens contrôlent aujourd'hui une part importante de l'économie iranienne et jouent un rôle central dans la politique régionale de Téhéran. Cette architecture institutionnelle a permis au régime de survivre à de nombreuses crises. Dans les années 1980, la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein, qui a duré huit ans et causé près d'un million de morts, aurait pu provoquer l'effondrement du nouvel État islamique. Au contraire, le conflit a renforcé la légitimité du régime en mobilisant la population autour de la défense nationale. Par la suite, malgré les sanctions internationales et les tensions récurrentes avec les États-Unis, la République islamique a su maintenir son emprise sur la société iranienne.

Cependant, cette stabilité apparente masque des fragilités croissantes. L'économie iranienne est affaiblie par les sanctions occidentales, la corruption et une gestion inefficace. L'inflation élevée, la dévaluation de la monnaie et le chômage touchent particulièrement les jeunes générations. Or, l'Iran possède une population relativement jeune et urbanisée, souvent éloignée des valeurs conservatrices promues par le régime. Ces tensions sociales se sont manifestées à plusieurs reprises au cours des dernières décennies.

Depuis le début des années 2000, plusieurs mouvements de contestation ont ébranlé le pouvoir. Le mouvement vert de 2009, né après une élection présidentielle contestée, avait déjà révélé l'ampleur des aspirations démocratiques d'une partie de la population. Plus récemment, les manifestations déclenchées en 2022 après la mort de Mahsa Amini ont

montré que la contestation pouvait prendre une dimension nationale, rassemblant étudiants, femmes et classes populaires. Même si ces mouvements ont été réprimés, ils témoignent d'un mécontentement profond qui fragilise la légitimité du régime.

Dans ce contexte, la guerre actuelle représente un facteur d'incertitude supplémentaire. Les conflits ont souvent un effet paradoxal sur les régimes autoritaires : ils peuvent à la fois renforcer le pouvoir en mobilisant le sentiment patriotique et accélérer son affaiblissement en aggravant les difficultés économiques et sociales. Pour l'Iran, l'issue dépendra en grande partie de la durée et de l'intensité du conflit. Si la confrontation avec les puissances occidentales devait s'intensifier, les conséquences économiques pourraient être considérables. Les sanctions supplémentaires, la destruction éventuelle d'infrastructures et la perturbation du commerce énergétique risqueraient d'aggraver une situation déjà fragile. Une crise économique profonde pourrait alimenter de nouvelles protestations internes et accroître les divisions au sein de l'élite politique iranienne.

Toutefois, la chute du régime n'est pas un scénario inévitable. La République islamique dispose encore de solides instruments de contrôle. Les forces de sécurité, notamment les Gardiens de la révolution et les milices du Basij, restent loyales au pouvoir et capables de réprimer les mouvements de contestation. Par ailleurs, l'appareil idéologique du régime continue de mobiliser une partie de la population, notamment dans les zones rurales ou parmi les classes conservatrices.

L'avenir politique de l'Iran dépendra également des équilibres internes au sein du pouvoir. La succession du Guide suprême Ali Khamenei par son fils Mojtaba, constitue déjà une question centrale pour les élites iraniennes. Une crise militaire majeure pourrait accélérer les rivalités entre factions politiques et religieuses, ouvrant la voie à des transformations imprévisibles du système.

Enfin, l'environnement international jouera un rôle déterminant. Les puissances occidentales ont longtemps cherché à contenir l'influence régionale de l'Iran, tandis que des acteurs comme la Chine ou la Russie entretiennent des relations stratégiques avec Téhéran. Dans ce contexte, un effondrement brutal du régime pourrait provoquer une période d'instabilité majeure dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Plus de quarante ans après sa naissance, la République islamique demeure donc un régime à la fois solide et vulnérable. Solidement ancré dans un appareil politique et sécuritaire puissant, mais confronté à des tensions économiques et sociales profondes, le pays se trouve aujourd'hui à un moment critique de son histoire. La guerre actuelle pourrait renforcer sa capacité de résistance ou, au contraire, accélérer son affaiblissement. Dans les deux cas, l'avenir du régime iranien continuera d'influencer durablement l'équilibre géopolitique du Moyen-Orient et du monde. ♦

ACTUALITÉ
INTERNATIONALE

- Pakistan / Afghanistan, la frontière Durand, nouveau foyer de tensions en Asie du Sud
- Ukraine, 4 ans déjà, la guerre qui a bouleversé l'Europe
- À écouter et lire pour mieux voir le monde

Arnaud LE GARS



Des Talibans dans le quartier de Spin Boldak, dans la province de Kandahar, le 27 février 2026 au lendemain des affrontements entre le Pakistan et l'Afghanistan.



ALLER PLUS LOIN...

🔗 FRANCE 24 : Pakistan/Afghanistan, « il faut absolument résoudre cette question de la ligne Durand »

🔗 FRANCE CULTURE : La « guerre ouverte » entre le Pakistan et l'Afghanistan peut-elle devenir « totale » ?

PAKISTAN / AFGHANISTAN, LA FRONTIÈRE DURAND, NOUVEAU FOYER DE TENSIONS EN ASIE DU SUD

Les affrontements armés qui opposent depuis la fin du mois de février le Pakistan et l'Afghanistan illustrent la fragilité géopolitique de l'Asie du Sud. Ce qui apparaît d'abord comme une escalade militaire ponctuelle le long d'une frontière montagneuse révèle en réalité des tensions historiques, ethniques et sécuritaires profondément enracinées. Si l'intensité des combats semble avoir légèrement diminué ces derniers jours, le risque d'une confrontation plus large demeure, dans une région où se croisent rivalités régionales, groupes armés et intérêts stratégiques de grandes puissances.

L'escalade militaire a débuté le 26 février 2026 lorsque l'armée

pakistanaise a lancé une opération baptisée « Ghazab Lil Haq ». Cette campagne de frappes aériennes a visé plusieurs zones du territoire afghan, notamment Kaboul, Kandahar et la province de Paktia. Islamabad affirme que ces frappes avaient pour objectif de détruire des bases du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), un groupe armé islamiste qui mène depuis plusieurs années une insurrection contre l'État pakistanais. Selon les autorités pakistanaises, ce mouvement serait responsable de plus de 1 300 attentats sur le territoire du Pakistan au cours de l'année 2025.

Le TTP, souvent appelé « talibans pakistanais », partage une

idéologie proche de celle des talibans afghans, mais poursuit un objectif distinct : renverser le gouvernement pakistanais et instaurer un État islamique au Pakistan. Depuis la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan en 2021, Islamabad accuse régulièrement Kaboul de tolérer, voire de soutenir indirectement la présence du TTP sur son territoire. Les autorités talibanes rejettent ces accusations et dénoncent au contraire une violation de la souveraineté afghane par les frappes pakistanaises.

La réaction de Kaboul ne s'est pas fait attendre. Les autorités talibanes affirment avoir riposté par des attaques de drones et des assauts terrestres contre des positions pakistanaises situées le long de la frontière. Selon leurs déclarations, ces opérations auraient causé la mort de plusieurs dizaines de soldats pakistanais. Islamabad, de son côté, affirme avoir infligé de lourdes pertes aux forces talibanes. Les combats se sont poursuivis dans les jours suivants par des échanges d'artillerie dans plusieurs secteurs frontaliers, notamment dans la région de Landi Kotal.

Pour comprendre la gravité de cette crise, il faut remonter à l'histoire de la frontière qui sépare les deux pays. Celle-ci correspond à la ligne Durand, tracée en 1893 par les autorités coloniales britanniques lorsqu'elles contrôlaient encore l'Inde. Cette frontière de plus de 2 600 kilomètres coupe en deux les territoires traditionnels des Pachtounes, l'un des principaux groupes ethniques de la région. Une grande partie de cette population vit aujourd'hui à cheval entre l'Afghanistan et le Pakistan, ce qui rend la frontière particulièrement difficile à contrôler.

L'Afghanistan n'a jamais reconnu officiellement la légitimité de la ligne Durand, considérée à Kaboul comme un héritage colonial imposé par les Britanniques. Cette contestation historique alimente depuis des décennies les tensions entre les deux pays. Pour Islamabad, la frontière est une réalité juridique et stratégique indispensable à la sécurité nationale. Pour les autorités afghanes, elle demeure un symbole d'injustice territoriale et de division d'un même peuple.

À ces rivalités territoriales, s'ajoute une dimension sécuritaire majeure. Le Pakistan est confronté depuis plusieurs années à une résurgence de la violence jihadiste sur son territoire, en particulier dans les régions frontalières. Le TTP a intensifié ses attaques contre l'armée et les forces de sécurité pakistanaises, profitant notamment des zones montagneuses difficiles d'accès situées le long de la frontière afghane. Islamabad estime que la présence de sanctuaires insurgés en Afghanistan constitue l'un des principaux obstacles à la stabilisation de ces régions.

De leur côté, les talibans afghans accusent régulièrement le Pakistan de soutenir certains groupes rivaux opérant sur leur territoire, notamment l'organisation État islamique au Khorasan (EI-K). Ce groupe jihadiste, hostile aux talibans, est responsable de plusieurs attentats majeurs en Afghanistan ces dernières années. Cette situation crée un climat de méfiance mutuelle,

chaque pays accusant l'autre d'utiliser des groupes armés comme instruments d'influence.

Les affrontements actuels s'inscrivent également dans une série d'incidents survenus ces derniers mois. En octobre 2025, des frappes pakistanaises avaient déjà visé la province afghane de Paktika, provoquant une vive réaction des autorités talibanes. Ces épisodes témoignent d'une détérioration progressive des relations entre Islamabad et Kaboul depuis le retour des talibans au pouvoir.

Au-delà de la rivalité bilatérale, la crise revêt une dimension régionale plus large. L'Afghanistan occupe une position stratégique au cœur de l'Asie, à la croisée des intérêts de plusieurs puissances régionales. Le Pakistan entretient des relations étroites avec la Chine, qui investit massivement dans les infrastructures pakistanaises dans le cadre des nouvelles routes de la soie. Toute instabilité prolongée dans la région pourrait menacer ces projets stratégiques.

L'Inde, rival historique du Pakistan, observe également la situation avec attention. New Delhi a longtemps entretenu des relations complexes avec Kaboul, notamment avant le retour des talibans au pouvoir. Une dégradation durable des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan pourrait modifier les équilibres géopolitiques en Asie du Sud. L'Iran, autre voisin de l'Afghanistan, suit lui aussi l'évolution de la crise avec inquiétude. La région frontalière afghane est déjà marquée par des tensions liées aux flux de réfugiés, au trafic de drogue et à la présence de groupes armés. Une escalade militaire entre Kaboul et Islamabad risquerait d'aggraver ces dynamiques de déstabilisation.

Pour l'instant, aucun processus de médiation internationale ne semble émerger clairement. Les grandes organisations internationales, tout comme les puissances régionales, se contentent d'appeler à la désescalade sans proposer de mécanisme concret de négociation. Cette absence de médiation renforce les incertitudes quant à l'évolution du conflit. Même si l'intensité des combats semble avoir diminué ces derniers jours, les déclarations des dirigeants pakistanais laissent entendre qu'une nouvelle escalade reste possible. Le gouvernement d'Islamabad continue d'affirmer qu'il se réserve le droit de poursuivre ses opérations contre les groupes armés présents en Afghanistan.

Dans un contexte régional déjà marqué par de nombreuses crises, la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan apparaît ainsi comme l'un des points les plus sensibles de la géopolitique asiatique. Derrière les affrontements militaires récents se dessinent des rivalités historiques, des fractures ethniques et des enjeux sécuritaires qui rendent toute stabilisation durable particulièrement difficile. Si aucune solution diplomatique n'émerge rapidement, cette crise pourrait devenir un nouveau facteur d'instabilité pour l'ensemble de l'Asie du Sud. ♦



La ville d'Odessa au sud de l'Ukraine, après 4 ans de guerre, en février 2026

UKRAINE, 4 ANS DÉJÀ, LA GUERRE QUI A BOULEVERSE L'EUROPE

Quatre ans après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, le conflit s'est installé dans la durée. Ce qui devait être, selon les calculs initiaux du Kremlin, une opération militaire rapide destinée à renverser le pouvoir ukrainien s'est transformé en une guerre longue, coûteuse et profondément structurante pour l'équilibre géopolitique mondial. En février 2026, l'Ukraine reste le théâtre d'un affrontement majeur qui dépasse largement ses frontières et qui

a redéfini les relations entre la Russie, l'Europe et les États-Unis. Au moment du déclenchement de l'offensive russe, beaucoup d'observateurs imaginaient une victoire rapide de Moscou. L'armée russe, considérée comme l'une des plus puissantes du monde, avançait vers Kiev depuis plusieurs directions. Pourtant, la résistance ukrainienne, soutenue par une mobilisation massive de la population et par une aide militaire occidentale croissante, a rapidement mis en échec ce scénario. L'échec de

la prise de la capitale au printemps 2022 marque un tournant décisif dans la guerre. Les forces russes se replient alors vers l'est et le sud de l'Ukraine, concentrant leurs opérations sur le Donbass et les régions côtières.

Les années suivantes sont marquées par des offensives successives, des gains territoriaux limités et des combats particulièrement violents. Les lignes de front évoluent, mais ne se transforment jamais en percées décisives. À partir de 2024, la guerre prend de plus en plus la forme d'un conflit d'usure. Les deux armées s'affrontent le long d'un front de plusieurs centaines de kilomètres, caractérisé par des réseaux de tranchées, des fortifications, des champs de mines et une utilisation massive de drones. Cette technologie, devenue omniprésente, permet à la fois la reconnaissance, le ciblage et des frappes directes sur les positions ennemies.

Les pertes humaines sont considérables. Même si les chiffres exacts restent difficiles à établir, les estimations évoquent plusieurs centaines de milliers de soldats tués ou blessés des deux côtés depuis 2022. Les combats pour certaines villes ou pour des positions stratégiques ont parfois duré des mois, rappelant par certains aspects les guerres de position du XX^e siècle. Chaque avancée territoriale est lente, coûteuse et fragile. Pour la société ukrainienne, la guerre a constitué une transformation profonde. Des millions de civils ont fui les zones de combat au cours des premières années du conflit, et une grande partie d'entre eux s'est réfugiée dans les pays européens voisins. Si certains sont revenus, plusieurs millions d'Ukrainiens vivent encore à l'étranger. Le pays fonctionne désormais dans une logique de mobilisation permanente, avec une économie largement orientée vers l'effort de guerre et fortement soutenue par l'aide financière occidentale.

Cette aide internationale est devenue un élément central de la capacité de résistance de l'Ukraine. Les États-Unis et les pays européens ont fourni des milliards de dollars d'équipements militaires, allant de l'artillerie aux systèmes de défense antiaérienne, en passant par des blindés et des technologies de surveillance. Parallèlement, l'industrie de défense ukrainienne s'est développée rapidement, notamment dans la production de drones et d'innovations technologiques adaptés aux réalités du champ de bataille.

La guerre a également renforcé le sentiment national ukrainien. Depuis 2014 et l'annexion de la Crimée par la Russie, l'identité politique du pays s'était déjà consolidée autour d'un rejet croissant de l'influence russe. Le conflit ouvert de 2022 a accéléré ce processus. La perspective d'une intégration à l'Union européenne est désormais au cœur du projet politique ukrainien, tandis que l'adhésion à l'OTAN reste une question stratégique majeure, même si elle demeure très incertaine à court terme.

Du côté russe, les conséquences de la guerre sont également profondes. Les sanctions économiques imposées par les pays

occidentaux ont fortement réduit les échanges entre la Russie et l'Europe ou l'Amérique du Nord. Moscou a progressivement réorienté ses exportations, notamment énergétiques, vers l'Asie. La Chine, l'Inde et plusieurs pays du Moyen-Orient sont devenus des partenaires économiques plus importants pour l'économie russe.

Dans le même temps, la Russie a transformé une partie de son économie pour soutenir l'effort militaire. Les dépenses de défense ont augmenté de manière significative et plusieurs secteurs industriels sont désormais directement liés à la production d'armement. Sur le plan politique, le pouvoir russe a renforcé son contrôle sur l'espace public et les médias, limitant fortement les critiques contre la conduite de la guerre.

Sur la scène internationale, le conflit a provoqué une rupture profonde entre la Russie et les pays occidentaux. L'Union européenne a engagé une transformation rapide de sa politique énergétique afin de réduire sa dépendance au gaz russe. Les États-Unis ont renforcé leur présence militaire sur le flanc oriental de l'OTAN, tandis que plusieurs pays européens ont augmenté leurs budgets de défense.

Cette reconfiguration de la sécurité européenne s'est également traduite par l'élargissement de l'OTAN à de nouveaux États du nord de l'Europe, illustrant l'inquiétude croissante des pays voisins de la Russie face à la possibilité d'une confrontation plus large. Pour de nombreux gouvernements européens, la guerre en Ukraine a mis fin à l'idée que le continent pouvait durablement rester à l'abri d'un conflit majeur.

Dans le reste du monde, les réactions ont été plus nuancées. Si les pays occidentaux soutiennent largement l'Ukraine, une grande partie des États d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine a choisi de ne pas s'aligner pleinement sur les sanctions contre la Russie. Cette attitude reflète la complexité d'un système international de plus en plus multipolaire, dans lequel les rivalités entre grandes puissances structurent de nombreux choix diplomatiques.

Quatre ans après le début de l'invasion, aucune solution politique durable ne semble encore en vue. Les positions des deux camps restent profondément opposées. L'Ukraine réclame la restitution de l'ensemble de ses territoires occupés, tandis que la Russie considère certaines annexions comme irréversibles. Dans ce contexte, les perspectives de négociations restent limitées.

La guerre en Ukraine s'est ainsi imposée comme l'un des événements majeurs du début du XXI^e siècle. Elle a remis au premier plan les conflits de haute intensité entre États et a profondément transformé l'équilibre stratégique en Europe. Quatre ans après le déclenchement des hostilités, le conflit continue de façonner l'ordre mondial et rappelle que la paix sur le continent européen ne peut plus être considérée comme acquise. ◆



À ÉCOUTER ET LIRE POUR MIEUX VOIR LE MONDE



Critiqué de l'intérieur, menacé de l'extérieur, accusé de décadence ou déclaré mort, l'Occident ne cesse d'être contesté après cinq siècles de domination du monde et des esprits.

Depuis la réélection de Donald Trump et sous les assauts de son approche unilatéraliste et brutale, l'unité même de l'Occident géopolitique né de la Seconde guerre mondiale se fissure.

Pour éclairer ce basculement historique, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine et le grand anthropologue Maurice Godelier croisent leurs analyses et leur parcours : D'où vient l'Occident ? Comment se définit-il –; et comment les autres le perçoivent-ils ? Peut-il encore exporter ses valeurs, ou doit-il se contenter de rayonner par l'exemple ? A-t-il tout simplement un avenir commun ? Et dans quelles conditions ? Déclin, éclatement, renaissance ou réinvention : ce dialogue "au sommet" explore lucidement les chemins possibles de l'avenir



ÉCOUTER...

[RADIO FRANCE : Iran, les clés pour comprendre](#)

Ce podcast « Iran : les clés pour comprendre », proposée par Radio France, rassemble plusieurs émissions consacrées à l'histoire récente et à l'actualité du pays. L'ensemble vise à offrir aux auditeurs des repères pour mieux comprendre les enjeux politiques, sociaux et géopolitiques qui traversent l'Iran.

Les différents épisodes reviennent notamment sur la révolution de 1979, événement fondateur qui renversa le régime du Shah et conduisit à l'instauration de la République islamique. Ils expliquent le fonctionnement singulier du système politique iranien, où des institutions élues coexistent avec une autorité religieuse puissante incarnée par le Guide suprême et les instances du clergé chiite. La série explore également les relations internationales de l'Iran, en particulier les tensions autour de son programme nucléaire, ses rivalités régionales et les sanctions économiques imposées par plusieurs pays. Ces analyses permettent de replacer l'Iran dans les équilibres géopolitiques du Moyen-Orient.

Ces émissions s'intéressent également à la société iranienne contemporaine, marquée par des aspirations au changement, notamment parmi les jeunes générations, mais aussi par un cadre politique et social fortement encadré. Grâce aux éclairages de chercheurs, de journalistes et de témoins, cette sélection offre des clés essentielles pour mieux saisir la complexité de l'Iran d'aujourd'hui.



ÉCOUTER...

[RADIO FRANCE : Poutine, le tsar soviétique](#)

La série « Poutine, le tsar soviétique », diffusée sur France Inter et réalisée par le journaliste et historien Philippe Collin, propose un portrait approfondi du président russe Vladimir Poutine. En plusieurs épisodes, elle retrace le parcours de cet homme politique afin de mieux comprendre les logiques historiques et idéologiques qui façonnent son pouvoir.

Le récit débute avec l'enfance de Poutine à Leningrad, dans l'Union soviétique d'après-guerre, un contexte marqué par la mémoire du siège de la ville et par la culture politique soviétique. La série revient ensuite sur son entrée au KGB, étape déterminante dans sa formation politique et dans sa vision du monde. Les épisodes suivent également son ascension au pouvoir dans les années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique. De Saint-Petersbourg au Kremlin, Poutine construit progressivement une doctrine politique mêlant héritage soviétique, ambition impériale et volonté de restaurer la puissance russe. En croisant archives, analyses d'historiens et témoignages de spécialistes, la série cherche ainsi à éclairer la personnalité et le projet politique de Vladimir Poutine, en montrant comment son parcours personnel, l'histoire soviétique et les bouleversements de la Russie post-communiste ont contribué à façonner son exercice du pouvoir.

- Ce que dit la mort de Quentin Deranque du système politique Français
- IMA et Cour des comptes : des nominations qui relancent le débat sur les choix de l'exécutif
- Municipales 2026 : vers des élections plus inclusives et démocratiques ?
- Les jeux, auront-ils lieu ?

Céline CHARLES

CE QUE DIT LA MORT DE QUENTIN DERANQUE DU SYSTÈME POLITIQUE FRANÇAIS

Qui était Quentin Deranque ?

Le 12 février 2026, à Lyon, Quentin Deranque, âgé de 23 ans, a été grièvement agressé à coups de poing et de pied près d'un rassemblement politique. L'attaque a eu lieu en marge d'un événement organisé à l'Institut d'Études Politiques de Lyon où il avait été engagé pour assurer la sécurité du collectif Némésis, un groupe qui se dit féministe et proche de l'extrême droite. En effet, les membres du collectif associent les violences faites aux femmes à la question migratoire. Le collectif était venu manifester contre la venue de Rima Hassan, eurodéputée La France Insoumise (LFI). Victime d'un traumatisme crânien sévère, Quentin Deranque a succombé à ses blessures deux jours plus tard, le 14 février.

L'affaire a immédiatement été qualifiée par le parquet de Lyon d'homicide volontaire, ouvrant une enquête criminelle. Dans les jours qui ont suivi, une première série d'arrestations a été menée entre le 17 et le 18 février, avec 11 personnes interpellées.

Le 4 mars 2026, deux nouvelles arrestations ont été effectuées à Lyon et dans le département de l'Aube. Les suspects, âgés de 22 et 26 ans, sont considérés comme les derniers individus impliqués directement dans le lynchage mortel de Quentin Deranque, portant à environ 13 le nombre total d'interpellations. Selon les éléments de l'enquête, plusieurs des personnes mises en examen auraient eu des liens avec la Jeune Garde Antifasciste, un groupe antifasciste radical dissous en 2025.

Une tentative de récupération politique ?

La mort de Quentin Deranque fait rapidement polémique.

D'un côté, certains responsables de l'opposition de droite et d'extrême droite ont dénoncé l'incident comme une preuve de la montée de la violence d'extrême gauche, pointant particulièrement du doigt LFI et ses anciens liens avec la Jeune Garde Antifasciste. Ce groupe militant antifasciste a été créé en 2018 à Lyon par Raphaël Arnault, aujourd'hui député de LFI. Le mouvement rassemble surtout de jeunes militants de gauche qui disent lutter contre l'extrême droite. Il a été dissous en 2025. Le Rassemblement national (RN) a obtenu, le 2 mars, qu'un débat soit inscrit au Parlement européen sur la violence attribuée aux organisations d'extrême gauche, en réponse à l'affaire Quentin. Jordan Bardella a demandé à ce que LFI soit tenu à l'écart des alliances électorales et des institutions, notamment lors des prochaines élections municipales. Il estime

que toute coopération avec LFI serait une forme de « marque de déshonneur », en réponse à ce qu'il considère comme une responsabilité politique de LFI dans le climat de violence qui a mené au décès de Quentin Deranque. Traditionnellement, en France, un cordon sanitaire signifie qu'un parti ou groupe politique doit être exclu de toute alliance ou partage de pouvoir par les autres formations. Cette protection a souvent été faite contre l'extrême droite.

À l'Assemblée nationale française, une minute de silence officielle a été observée, provoquant une vive polémique. Par ailleurs, des manifestations en hommage à Quentin Deranque ont rassemblé plusieurs milliers de personnes, notamment une marche à Lyon qui aurait réuni environ 3 000 participants, où des slogans racistes et des saluts nazis ont été signalés par les autorités, entraînant l'ouverture de deux enquêtes supplémentaires pour apologie de crime et injures racistes.

Certains commentateurs et politistes ont critiqué la minute de silence, estimant qu'un hommage solennel à un militant fasciste représentait un précédent politique injuste voire inquiétant. Eleanor Breton, maîtresse de conférences en Science politique à l'Université de Bretagne Sud rappelle : *"ces 40 dernières années en France, les chercheurs montrent que 90 % des meurtres à caractère idéologique ont été commis par des individus se revendiquant de l'extrême droite. Cette réalité est aujourd'hui invisibilisée, ce qui se traduit par une sorte d'indignation sélective : une minute de silence a été respectée par l'Assemblée nationale, ce qui n'a pas été le cas pour Clément Meric par exemple (jeune homme anti-fasciste tué par des individus appartenant à un groupe extrémiste nationaliste en 2013) ou pour d'autres victimes de crimes racistes de ces dernières années."*

Elle insiste d'ailleurs sur le fait qu'antifas et fascistes ne doivent pas être mis sur un pied d'égalité en rappelant l'origine des premiers : *"l'antifascisme est né dans les années 1930 en Europe en réaction à la montée en puissance de l'idéologie fasciste et de sa violence idéologique et physique."*

Philippe Corcuff, Professeur des universités en Science politique à l'IEP de Lyon souligne, quant à lui, la singularité du cas lyonnais : *"un climat violent depuis une quinzaine d'années, entretenu particulièrement par les groupes d'ultra-droite". Il rappelle qu'un "groupe comme la Jeune Garde a été constitué dans un premier temps dans une logique de protection, puisque ceux qui étaient agressés, c'étaient des homosexuels, des migrants, des musulmans, des syndicalistes de la CGT par exemple, des militants du Parti communiste..."* Il observe cependant : *"un*

déplacement de certains milieux antifascistes, en train de passer subrepticement d'une violence défensive contre des agressions à une violence offensive."

Et Marc Lazar, Professeur des universités en Science politique à l'IEP de Lyon, de nuancer : si Jean-Luc Mélenchon a défendu la Jeune Garde antifasciste : "quand on lit les textes de la France insoumise, il n'y a aucune référence à la violence".

L'événement vu de l'étranger et de l'Italie en particulier

L'affaire de la mort de Quentin Deranque n'est pas restée un simple fait divers : elle a eu un écho significatif à l'échelle européenne et internationale, notamment parmi les milieux d'extrême droite.

Dès fin février et début mars 2026, des rassemblements de militants d'extrême droite ont été organisés dans plus de 20 villes européennes pour honorer la mémoire du jeune. Ces mobilisations ont eu lieu à Rome, Vienne, Dresde et dans d'autres capitales, rassemblant des militants et des organisations partageant une rhétorique nationaliste et anti-gauche.

En Italie, certains groupes politiques et associations d'extrême droite ont repris l'affaire dans leurs discours, la présentant comme un symbole de la lutte contre ce qu'ils qualifient de « violence radicale de gauche » et de « déclin des valeurs traditionnelles ». Des rassemblements publics et des prises de parole sur les réseaux sociaux ont fait de Quentin Deranque une figure utilisée politiquement pour mobiliser leurs sympathisants, parfois dans un contexte de tensions déjà vives sur les questions d'immigration, d'identité nationale et de sécurité.

La Première ministre italienne Giorgia Meloni a d'ailleurs réagi sur les réseaux sociaux. Dans son message, elle a décrit sa mort comme « une blessure pour toute l'Europe » et a parlé d'un climat de haine idéologique qui se répandait dans plusieurs pays ravivant le souvenir des années de plomb où la violence a tué des deux parties de l'échiquier politique.

Le président français Emmanuel Macron

a vivement réagi à ces commentaires. Depuis New Delhi, où il était en visite officielle, il a estimé que Meloni ne devait pas commenter les affaires internes françaises. Il a déclaré être « toujours frappé de voir que des gens qui sont nationalistes ... sont toujours les premiers à commenter ce qui se passe chez les autres », ajoutant qu'elle devrait « rester chez soi ».

L'affaire Deranque s'inscrit donc dans un contexte particulier à Lyon, marqué par des tensions et une forte médiatisation. Bien que cet homicide soit largement condamnable, l'événement a rapidement dépassé le simple cadre judiciaire. Il a en effet fait l'objet de tentatives de récupérations politiques et médiatiques, tant au niveau national qu'international. ♦



La une de Charlie Hebdo du 19 février 2026 soulignant qu'à priori il y a peu de différences entre les deux groupes. Le journal a cependant rappelé la volonté pour l'extrême droite de chercher un "martyr".

IMA ET COUR DES COMPTES : DES NOMINATIONS QUI RELANCENT LE DÉBAT SUR LES CHOIX DE L'EXÉCUTIF

Des nominations marquées par une volonté de renouvellement institutionnel

La nomination d'Anne-Claire Legendre à la tête de l'Institut du monde arabe symbolise un renouvellement significatif de la gouvernance de l'institution. À 46 ans, cette diplomate expérimentée devient la première femme à présider l'établissement depuis sa création. Ce changement intervient après la longue présidence de Jack Lang, qui a dirigé l'institution pendant plus d'une décennie.

Au-delà de l'aspect symbolique, cette nomination répond également à un besoin de transformation. L'IMA doit faire face à plusieurs défis : modernisation de ses activités culturelles, élargissement de son influence internationale et redressement financier. Les autorités françaises ont ainsi souhaité confier la direction de l'institution à une personnalité disposant d'une forte expérience diplomatique et d'une connaissance approfondie du monde arabe.

De manière comparable, la nomination au sein de la Cour des comptes traduit également une volonté d'un certain renouvellement.

Le président de la République, Emmanuel Macron, a choisi Amélie de Montchalin en raison de son expérience gouvernementale, notamment dans les fonctions liées au budget et aux comptes publics. Son profil d'ancienne ministre des finances publiques lui donne une connaissance approfondie des

politiques budgétaires, ce qui peut être perçu comme un atout pour diriger une institution chargée d'évaluer l'action de l'État. Ce n'est pas la première fois qu'une femme occupe un poste de responsabilité à la Cour des comptes, mais les hautes fonctions dans les institutions financières de l'État ont longtemps été majoritairement exercées par des hommes. Cette nomination



Qui est Anne-Claire Legendre, nommée à la tête de l'IMA en remplacement de Jack Lang ?



Nomination d'Amélie de Montchalin à la Cour des comptes : deux sénateurs veulent limiter son mandat

s'inscrit donc dans une évolution plus large vers une plus grande représentation des femmes dans les postes institutionnels de haut niveau.

Le rôle central du pouvoir exécutif dans le processus de nomination

Pour ces deux nominations, le rôle de l'exécutif a été déterminant.

Pour l'Institut du monde arabe, la nomination d'Anne-Claire Legendre s'est faite sur proposition de l'État français, qui dispose d'un rôle prépondérant dans la gouvernance de l'établissement. Le conseil d'administration de l'IMA a ensuite validé cette proposition, officialisant ainsi la désignation de la nouvelle présidente.

Cette implication de l'exécutif dans les nominations des hauts responsables administratifs traduit une particularité du système institutionnel français : la forte articulation entre pouvoir politique et haute administration. Si ces procédures sont encadrées par des règles juridiques et parfois par des consultations internes, elles témoignent néanmoins de l'influence persistante du pouvoir exécutif dans la composition des élites administratives.

L'exigence croissante d'exemplarité et de transparence dans la gouvernance publique

Enfin, ces nominations s'inscrivent dans un contexte marqué par une attente accrue de transparence et d'exemplarité de la part des responsables publics.

La nomination d'Anne-Claire Legendre intervient ainsi après le départ de Jack Lang dans un climat de controverses liées à sa gestion et à des affaires médiatiques. Les autorités ont dès lors exprimé la volonté d'instaurer de nouvelles règles de gouvernance au sein de l'IMA, notamment en matière de déontologie et de prévention des conflits d'intérêts.

La nomination d'Amélie de Montchalin à la tête de la Cour des comptes, décidée le 11 février 2026 par Emmanuel Macron, a suscité de nombreuses critiques. Plusieurs oppositions ont dénoncé un risque de conflit d'intérêts, car elle était auparavant ministre chargée des finances publiques et pourrait être amenée à évaluer des politiques qu'elle a elle-même mises en œuvre. Cette nomination est également critiquée comme trop politique, puisque le premier président de la Cour des comptes est nommé par le président de la République en Conseil des ministres.

Son mandat doit durer jusqu'à l'âge limite de la retraite des magistrats de la Cour des comptes (67 ans), ce qui signifie

qu'elle pourrait rester en fonction jusqu'en 2052. Pour répondre aux critiques, elle a indiqué qu'elle se tiendrait à l'écart de certains dossiers, notamment ceux concernant des politiques budgétaires ou des décisions prises lorsqu'elle était au gouvernement, afin de préserver l'impartialité de l'institution.

Deux sénateurs socialistes ont déposé le 17 février 2026 une proposition de loi visant à encadrer la nomination du premier président de la Cour des comptes et à limiter son mandat à neuf ans, dans le contexte de la nomination d'Amélie de Montchalin. Une autre piste de réforme vise à renforcer le rôle du Parlement dans la nomination. Aujourd'hui, le premier président est nommé par le président de la République, actuellement Emmanuel Macron, en Conseil des ministres. Certains proposent que cette nomination soit soumise à un vote ou à une validation plus stricte du Parlement, afin de réduire le caractère politique de la décision.

Enfin, certains juristes suggèrent de restreindre le choix des candidats en privilégiant des profils issus de la magistrature financière, par exemple des présidents de chambre ou des conseillers maîtres de la Cour. L'objectif serait de garantir une expertise technique et une plus grande indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif.

La polémique autour de la nomination d'Amélie de Montchalin à la tête de la Cour des comptes s'inscrit dans un débat plus large sur les nominations à la tête des grandes institutions et agences de l'État. En France, de nombreux dirigeants d'organismes publics sont nommés par le pouvoir exécutif, généralement par le président de la République ou par le gouvernement en Conseil des ministres. C'est notamment le cas de plusieurs autorités administratives indépendantes ou d'organismes stratégiques comme Autorité de la concurrence, Autorité des marchés financiers ou encore Arcom.

Ce système soulève régulièrement des interrogations sur l'indépendance réelle de ces institutions, car leurs dirigeants peuvent être perçus comme proches du pouvoir politique qui les a nommés. Pour répondre à ces critiques, l'Article 13 de la Constitution française prévoit depuis la révision constitutionnelle de 2008 que certaines nominations importantes doivent être auditionnées par les commissions parlementaires, qui peuvent s'y opposer à une majorité qualifiée.

Cependant, ce contrôle reste limité et le pouvoir exécutif conserve une influence importante dans la désignation des dirigeants d'agences publiques. C'est pourquoi certains juristes et responsables politiques proposent de renforcer le rôle du Parlement ou d'instaurer des mandats fixes et non renouvelables, afin de mieux garantir l'indépendance de ces institutions chargées de réguler, contrôler ou évaluer l'action de l'État. ♦

MUNICIPALES 2026 : VERS DES ÉLECTIONS PLUS INCLUSIVES ET DÉMOCRATIQUES ?

Les élections municipales permettent aux citoyens d'élire les conseillers municipaux qui administrent leur commune pour un mandat de six ans. À travers elles se jouent des questions très concrètes : urbanisme, écoles, sécurité, transports, culture ou encore transition écologique. Mais ces élections sont aussi le reflet des transformations de la société française.

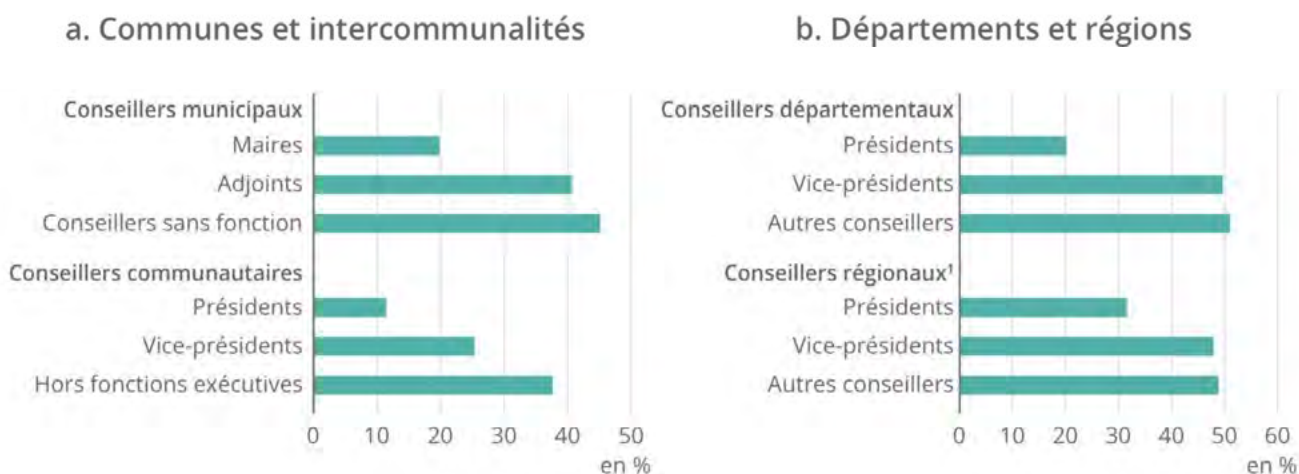
Réforme paritaire et participation des détenus : vers une démocratie plus inclusive ?

Pour remédier à la sous-représentation des femmes en politique, la loi sur la parité adoptée en 2000 a imposé aux partis politiques de présenter autant de femmes que d'hommes sur les listes électorales dans les communes de 1 000 habitants et plus. Cette réforme a profondément transformé la composition des conseils municipaux : la proportion de femmes conseillères municipales a en effet fortement progressé. Toutefois, la parité sur les listes ne suffit pas à garantir une égalité réelle dans l'accès

aux responsabilités exécutives (maires, adjoint(e)s stratégiques, président(e)s d'intercommunalités), comme en témoigne le graphique de répartition ci-dessous.

Pour les élections municipales de 2026 en France, une réforme importante modifie toutefois l'organisation du scrutin dans les petites communes, notamment en ce qui concerne la place des femmes sur les listes électorales. Jusqu'à présent, les règles électorales n'étaient pas les mêmes selon la taille de la commune. Dans les villes de plus de 1 000 habitants, les listes de candidats devaient obligatoirement respecter la parité entre les femmes et les hommes. En revanche, dans les communes de moins de 1 000 habitants, ce principe ne s'appliquait pas. Les candidats pouvaient se présenter individuellement et les électeurs avaient la possibilité de modifier les bulletins en rayant ou en ajoutant des noms, un système appelé « panachage ». Cette organisation rendait les élections plus souples, mais elle avait aussi pour conséquence une représentation plus faible des femmes dans les conseils municipaux des petites communes.

Part des femmes parmi les élus locaux, selon le poste occupé



¹ Y compris collectivités territoriales uniques de Guyane et de Martinique et Collectivité de Corse.

Note : données au 15 janvier 2021 pour les élus municipaux et communautaires et au 9 août 2021 pour les élus départementaux et régionaux.

Lecture : les femmes représentent 20 % des maires en janvier 2021. Elles représentent 32 % des présidentes de conseils régionaux en août 2021.

Sources : DGCL, Répertoire national des élus ; ministère de l'Intérieur-DMAT-BEEP.

Pour remédier à cette situation, la réforme en question prévoit qu'à partir des élections municipales de 2026, les communes de moins de 1 000 habitants devront elles aussi appliquer le principe des listes paritaires. Concrètement, cela signifie que les candidats devront désormais se présenter sur des listes complètes, composées d'autant de femmes que d'hommes. L'ordre des candidats devra également alterner entre les deux sexes, afin de garantir un équilibre réel dans la représentation. Par ailleurs, les électeurs ne pourront plus modifier les listes comme auparavant : ils devront voter pour une liste entière, comme c'est déjà le cas dans les communes plus importantes.

Un autre enjeu démocratique concerne la participation des personnes détenues. En France, la privation du droit de vote n'est pas automatique en cas d'incarcération. Elle doit être expressément prononcée par un juge. Ainsi, la majorité des détenus conservent-ils théoriquement leur droit de vote. En décembre 2019, le vote par correspondance a été institué, pour les élections locales et nationales, permettant aux détenus de voter plus aisément depuis leur établissement pénitentiaire.

Cependant, la loi adoptée le 18 juillet 2025 a modifié les modalités de ce droit pour certains scrutins. À partir des élections municipales de 2026, les personnes incarcérées ne pourront plus voter par correspondance pour les élections locales, c'est à dire les municipales, les départementales, les régionales et également les élections législatives.

En effet, dès 2019, le Conseil d'État mettait déjà en garde contre le risque d'un « impact quantitatif significatif sur le corps électoral dans les communes concernées ». Cette inquiétude visait particulièrement six villes — Tulle, Bar-le-Duc, Arras, Melun, Évry-Courcouronnes et Basse-Terre — où « le nombre d'électeurs susceptibles d'être inscrits au titre du nouveau dispositif dépasserait 5 % du nombre actuel d'électeurs inscrits ». C'est donc pour atténuer cette distorsion électorale que le droit de vote des détenus a en partie été réduit.

Toutefois, le vote par correspondance n'est pas totalement supprimé pour les détenus. Il restera autorisé pour certains scrutins nationaux comme l'élection présidentielle, les élections européennes ou encore les référendums.

La gauche sénatoriale réaffirme des réserves : « Cette position montre le manque de réflexion sur les prisons en tant que lieux de réinsertion », regrette la sénatrice écologiste Anne Souyris. « On décourage la participation de cette manière. C'est une aberration », poursuit l'élue parisienne, estimant qu'« il doit y avoir derrière cela de petites arrière-pensées politiciennes ».

Des nouveautés dans les grandes métropoles

La réforme récente des élections municipales dans les trois plus grandes villes françaises — Paris, Lyon et Marseille — modifie en profondeur leur mode de scrutin. Cette réforme,

adoptée en 2025, vise à transformer le système particulier hérité de la loi dite « PLM » de 1982, qui organisait les élections différemment dans ces trois villes par rapport au reste du pays. Pendant plus de quarante ans, le système reposait principalement sur un vote par arrondissement (à Paris) ou par secteur (à Lyon et Marseille). Les électeurs votaient pour une liste dans leur arrondissement, et certains élus de cette liste devenaient ensuite conseillers municipaux pour l'ensemble de la ville. Le maire était ensuite choisi par le Conseil municipal. Ce système pouvait produire des situations paradoxales : une liste pouvait obtenir le plus de voix à l'échelle de la ville sans forcément remporter la mairie, car le résultat dépendait de la répartition des sièges par arrondissement.

La réforme adoptée en 2025 modifie ce fonctionnement. À partir des élections municipales de 2026, les électeurs voteront lors de deux scrutins distincts organisés le même jour. Le premier vote permettra d'élire les conseillers d'arrondissement ou de secteur, qui s'occupent des questions locales au niveau du quartier. Le second vote servira à élire directement les conseillers municipaux de la ville entière, c'est-à-dire ceux qui siègent au Conseil municipal et participent à l'élection du maire.

Cette séparation des élections vise à rendre le système plus lisible et plus démocratique. Elle permet notamment de distinguer clairement les enjeux de quartier et les enjeux à l'échelle de la ville. De plus, elle donne davantage de visibilité aux listes candidates pour la mairie, puisque l'élection municipale se déroule désormais à l'échelle de toute la commune.

La réforme introduit également une modification importante dans la répartition des sièges : la prime majoritaire accordée à la liste arrivée en tête est réduite à 25 % des sièges, alors qu'elle est généralement de 50 % dans les autres communes françaises. L'objectif est de mieux représenter l'opposition au Conseil municipal et d'éviter qu'un seul camp politique ne dispose d'une majorité trop écrasante.

Enfin, la réforme prévoit aussi la création d'une « conférence des maires » dans ces grandes villes. Cette instance réunit régulièrement les maires d'arrondissement ou de secteur afin de coordonner les politiques locales avec la municipalité centrale. Cela vise à améliorer la coopération entre les différents niveaux de gouvernance de la ville.

Enjeux et contexte de ces élections

Ces élections s'inscrivent dans un contexte particulier : la montée des tensions entre l'extrême droite et l'extrême gauche. La mort de Quentin Deranque en février 2026 à Lyon déstabilise les contextes politiques locaux. Ce militant d'extrême droite de 23 ans est décédé après avoir été violemment frappé lors d'un affrontement entre militants nationalistes et militants antifascistes à l'occasion de la venue de l'eurodéputée Rima Hassan à l'Institut politiques de Lyon. Des responsables

politiques de droite et d'extrême droite ont alors accusé le parti de gauche radicale La France Insoumise d'avoir créé un climat de violence politique en exigeant un cordon sanitaire pour les prochaines municipales, tandis que ce parti a dénoncé une récupération politique du drame.

Par ailleurs, les municipales de 2026 sont aussi considérées comme une répétition générale avant l'élection présidentielle de 2027. Les partis politiques cherchent à démontrer leur capacité à conquérir ou à conserver des villes importantes.

Au-delà de la politique nationale, les municipales se jouent aussi sur des questions sociales très concrètes. Dans les grandes métropoles comme Paris, Lyon ou Marseille, la hausse du prix du logement est un enjeu majeur par exemple.

Les municipales se déroulent aussi dans un contexte de fractures territoriales entre les grandes métropoles et les zones rurales ou périurbaines. Dans certaines petites villes ou communes industrielles en difficulté économique, les électeurs expriment un sentiment d'abandon par l'État et les grandes métropoles. ♦



LES JEUX, AURONT-ILS LIEU ?

De Cortina aux Alpes françaises : un modèle des JO d'hiver à bout de souffle ?

En février 2026, le drapeau olympique a été transmis aux représentants des Alpes françaises, désignées pour accueillir les Jeux olympiques d'hiver de 2030. Officiellement, l'événement doit s'inscrire dans la continuité du succès des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et, plus largement, de la dynamique enclenchée par les Jeux olympiques d'été de 2024. Mais derrière le discours institutionnel, un doute grandit : les Jeux d'hiver, sont-ils encore adaptés à notre environnement ?

Historiquement, les Jeux d'hiver reposent sur une ressource naturelle devenue incertaine : la neige. Depuis les années 1970, la température moyenne dans les Alpes a augmenté d'environ +2 °C, soit plus rapidement que la moyenne mondiale. Cette hausse entraîne une diminution de l'enneigement naturel : selon plusieurs études climatologiques, la durée d'enneigement a reculé de plusieurs semaines à moyenne altitude, et l'épaisseur du manteau neigeux a chuté d'environ 8 % par décennie dans certaines zones alpines.

Cette évolution a profondément transformé l'organisation des compétitions. Déjà, lors des Jeux olympiques d'hiver de 2022, 100 % de la neige utilisée était artificielle. À Milan-Cortina, le recours massif aux canons à neige a également été indispensable pour garantir les épreuves.

Et au-delà de cette nécessité, il y aurait même une préférence ; le Cojop (Le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques) a déclaré à un journaliste de *Libération* : « La

neige artificielle garantit la qualité et la cohérence des pistes», et donc «des conditions de compétition sûres, équitables et cohérentes pour les athlètes».

Cependant, produire de la neige artificielle nécessite de grandes quantités d'eau (environ 1 000 m³ pour enneiger un hectare sur 30 cm) et une consommation énergétique importante, notamment lorsque les températures sont trop élevées.

Ainsi, les JO d'hiver se retrouvent-ils face à une contradiction structurelle : dépendants d'un climat froid et stable, ils doivent désormais compenser artificiellement un environnement qui ne l'est plus. La France, en se portant candidate pour 2030, s'inscrit dans ce paradoxe. Le projet promet des infrastructures majoritairement existantes et une "sobriété" organisationnelle, mais il s'appuie malgré tout sur un modèle fragilisé par le réchauffement climatique.

Les mouvements « No JO » : de Milan aux Alpes françaises, une contestation structurée

La remise en cause des JO 2030 ne vient pas uniquement des données scientifiques. Elle s'incarne aussi dans la rue.

En Italie, à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver de 2026, plusieurs milliers de manifestants se sont mobilisés dans le cadre du mouvement « No Olimpiadi ». À Milan comme dans les Dolomites, les protestataires dénonçaient un événement coûteux, imposé aux populations locales et incompatible avec

l'urgence écologique économique.

Le mouvement « No Olimpiadi » critique l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 2026 en dénonçant notamment leurs coûts. Les opposants estiment que certaines infrastructures sont trop coûteuses pour un usage limité après les Jeux. Par exemple, la construction de la piste de bobsleigh à Cortina d'Ampezzo a coûté environ 132 millions d'euros. Selon eux, cet argent public pourrait être investi dans des services plus utiles pour la population. Ils critiquent donc un projet qu'ils jugent coûteux et peu prioritaire.

En France, des collectifs « NO JO » se structurent autour d'arguments similaires. Ils soulignent que, dans les Alpes françaises, la limite pluie-neige remonte progressivement en altitude. À +2 °C de réchauffement global, une grande partie des stations situées sous 1 500 mètres pourrait connaître des hivers très irréguliers. Même avec la neige artificielle, la viabilité

économique devient incertaine : les canons nécessitent des températures négatives pour fonctionner efficacement, ce qui réduit leur utilité lors des hivers doux. De son côté, Francis Charpentier, vice-président de l'association écologiste Mountain Wilderness précise : « Nous sommes pour le sport dès lors qu'il est respectueux des milieux. Mais là, nous avons des Jeux d'hiver qui ont une empreinte carbone effroyable [le déplacement en avion des athlètes et des spectateurs pesant le plus]. Ils accélèrent le réchauffement climatique dont souffre la montagne. En plus, les Jeux d'hiver sont toujours l'occasion d'une frénésie immobilière qui fait encore monter les prix, alors même que c'est déjà de plus en plus compliqué de vivre en montagne. »

Ainsi, la contestation dépasse-t-elle le simple refus d'un événement sportif : elle interroge le modèle de développement des territoires de montagne à l'ère du changement climatique.





"JO d'hiver 2030 : plusieurs mobilisations contre l'organisation de l'événement dans les Alpes françaises"

La gouvernance française des jeux déstabilisée

Au-delà des enjeux globaux, la candidature française pour 2030 fait face à des critiques propres à son contexte national.

D'abord, la question de la gouvernance. Le projet repose sur un équilibre délicat entre l'État, les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Comité national olympique et les collectivités locales. Cette architecture complexe suscite des interrogations sur la clarté des responsabilités et la maîtrise budgétaire. L'expérience passée montre que les JO dépassent fréquemment leurs prévisions financières initiales.

Par ailleurs, la gouvernance du comité d'organisation est fragilisée par plusieurs démissions, dont celle du directeur général Cyril Linette. Ce départ met en lumière des tensions internes et des désaccords sur la gestion du projet. Face à cette situation, la ministre des Sports Marina Ferrari a demandé des explications et une clarification rapide de la gouvernance. Elle a également mis en garde les responsables sur la nécessité de stabiliser l'organisation. L'objectif est d'éviter tout retard dans la préparation des Jeux.

Ensuite, la question démocratique. Contrairement à certaines candidatures passées dans d'autres pays, aucun référendum local ou national n'a été organisé pour valider le projet. Les opposants dénoncent une décision prise dans un cercle restreint d'élus et d'acteurs économiques, sans véritable débat public en amont.

S'ajoute enfin la cohérence avec les engagements climatiques français. La France s'est engagée à réduire drastiquement ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Or, un événement olympique génère une pollution de l'air incontestable.

Même si les organisateurs promettent des Jeux « sobres » et majoritairement basés sur des sites existants, les critiques estiment que l'empreinte carbone globale restera élevée.

En définitive, la remise en cause des JO 2030 en France ne se limite pas à une opposition ponctuelle. Elle révèle une interrogation plus profonde : peut-on encore organiser des Jeux d'hiver dans un contexte de réchauffement accéléré, de tension budgétaire et d'exigence démocratique accrue ? ♦

- Nastassja Martin, *Croire aux fauves*, 2019

- Vinciane Despret, *Habiter en oiseau*, 2019

Mme Tatiana GOLTSBERG
M. Christophe GROSJEAN



Croire aux fauves, 2019

Nastassja Martin

Présentation

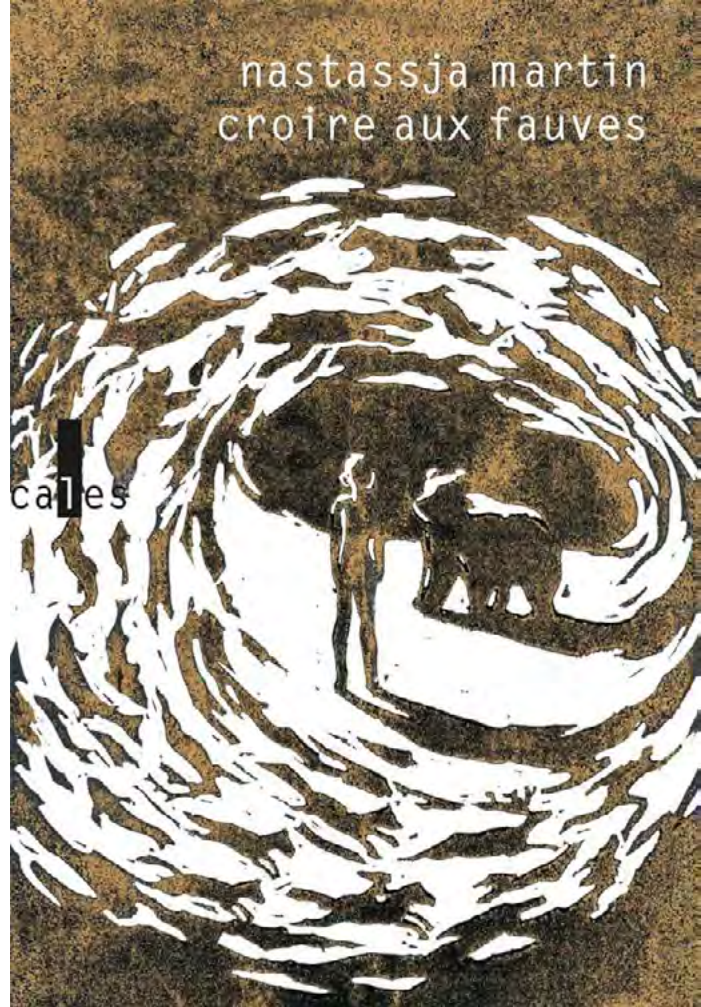
Nastassja Martin est une anthropologue française spécialiste des liens entre cosmologies autochtones, histoire coloniale et crises systémiques dans un contexte global de dérèglement climatique. En 2016, elle publie un premier ouvrage intitulé *Les âmes sauvages : face à l'Occident, la résistance d'un peuple d'Alaska* (2016). Ce travail est issu de sa thèse de Doctorat réalisée sous la direction de Philippe Descola. En 2012, intéressée par les populations qui vivent "en miroir" des Gwich'in d'Alaska, Nastassja Martin se rend au Kamtchatka où elle rencontre plusieurs membres du peuple Evène et se familiarise peu à peu avec ce qui deviendra le terrain de sa deuxième étude : *A l'est des rêves : Réponses even aux crises systémiques* (2022).

Entre la découverte du terrain et la publication, dix ans s'écoulent au milieu desquels survient un "événement" qualifié selon ses termes de « rencontre entre deux mondes qui implosent » ; celle d'une femme et d'un ours qui se confrontent. Dans les faits, Nastassja Martin alors seule dans la forêt se retrouve nez à nez avec un ours qui l'attaque. Elle se défend, sort un piolet qu'elle lui plante dans l'un des flancs pour l'éloigner ; l'ours s'en va, la laissant ensanglantée dans la neige. Cet accident, « le baiser de l'ours », donnera naissance à *Croire aux fauves*, court récit retraçant son parcours et sa reconstruction autant faciale que psychologique. Dans cet ouvrage autobiographique, Nastassja Martin s'interroge : « *Et moi ? Savais-je ce que je cherchais avec l'ours ? Savais-je qui j'attendais et qui je voyais en rêve ? Savais-je pourquoi je pistais ses traces partout et pourquoi j'espérais secrètement croiser un jour son regard ?* »

Lien avec le thème du Vivant

L'animisme

Défini par Irving Hallowell et Philippe Descola comme une ontologie, l'animisme dont parle Nastassja Martin fait référence à la croyance que tout élément naturel est porteur d'une âme, d'une force vitale analogue à l'esprit humain. Dans *A l'est des rêves*, elle revient sur « la pragmatique animiste » qui considère que « les animaux répondent aux métamorphoses environnementales de manière individualisée, mais aussi que leurs mouvements imprévisibles et leurs transformations inattendues sont fonction d'une capacité interne à répondre aux incertitudes ambiantes, une disposition que tous les êtres vivants partagent (et) que les histoires mythiques n'ont cessé de rappeler à l'esprit humain ». De nombreux peuples animistes existent dans le monde et les Gwich'in d'Alaska, au même titre que les Evènes



du Kamtchatka en font partie. Bien que *Croire aux fauves* n'ait pas pour vocation de faire l'étude de l'animisme, Nastassja Martin y fait référence à plusieurs reprises.

Son accident, survenu pendant sa période d'immersion au Kamtchatka, fait l'objet d'une véritable théorisation par les autochtones évènes proches de l'anthropologue. Ainsi, après la morsure de l'ours, elle est surnommée *miedka* par les Evènes, un terme qui désigne toutes les personnes « marquées » par l'ours et ayant survécu. Ce mot indique que la personne est désormais mi humaine, mi ourse. Tout au long du récit, l'on remarque que Nastassja Martin est imprégnée de cette croyance animiste et semble abonder dans le sens d'une fusion entre son humanité et l'animalité de "son ours". Et de fait, depuis l'attaque, le visage de l'anthropologue est pour toujours « imprégné » et transformé de sa rencontre avec lui : « *Parce que l'ours est parti avec un bout de ma mâchoire qu'il a gardée dans la sienne, et qu'il m'a cassé le zygomatique droit, il va falloir opérer à nouveau, bientôt. Ils ont fixé une plaque dans l'os pour tenir la branche mandibulaire inférieure droite quand je suis arrivée ; il faut maintenant remonter la pommette.* »

De cet événement, Nastassja Martin ressort comme le symbole

d'un dialogue entre deux espèces vivantes, dialogue qui se déploie par l'entremise de son corps et qu'elle décrit avec beaucoup d'humour dans le passage suivant : « Guérir de ce combat n'est pas seulement un geste de métamorphose autocentrée. C'est un geste politique. Mon corps est devenu un territoire où des chirurgiennes occidentales dialoguent avec des ours sibériens. Ou plutôt, tentent d'établir un dialogue. Les relations qui se tissent au sein de ce petit pays qu'est devenu mon corps sont fragiles, délicates. C'est un pays volcanique, tout peut basculer à chaque instant. Notre travail, à elle, à moi, et à ce quelque chose d'indéfinissable que l'ours a déposé au fond de mon corps, consiste désormais à "maintenir la communication". »

Guerre et Paix des microbes

D'abord prise en charge dans un hôpital russe, Nastassja Martin est ensuite transférée à la Salpêtrière à Paris où elle subit de nouvelles opérations de reconstruction faciale. Alors en visite chez sa mère à Grenoble, elle constate un suintement anormal au niveau des plaies et les résultats sont sans appel : elle a contracté une infection nosocomiale. Dans ce passage qui s'étend sur quelques pages seulement, on sort de la rencontre duelle entre humains et fauves pour faire émerger une autre espèce, celle des microbes, ces « corps vivants mais invisibles qui pullulent partout, que les pastoriens voient agir dans leurs laboratoires¹. ».

Dans ce bref passage et par le biais d'une personnification insistante, Nastassja Martin fait part d'une nouvelle confrontation

avec l'altérité, non plus sauvage, mais microbienne : « Un streptocoque résistant, habitant du bloc opératoire parisien, a élu domicile sur la nouvelle plaque qui devait me sauver de la mauvaise qualité de sa concurrente russe. Pire, il se reproduit à grande vitesse, il est en train de la coloniser : (...) je suis bien victime d'une invasion. » » On retrouve là une approche similaire à celle du sociologue Bruno Latour qui fait des microbes de véritables agents.

Conclusion et références connexes

Tout au long de son récit, Nastassja Martin interroge les conditions de sa rencontre avec l'ours, les raisons qui l'ont poussée à s'aventurer seule en forêt à sa rencontre. Marquée par les croyances animistes des Evènes, elle réexamine ses rêves passés, ses interactions avec Daria, Andrei et Ivan, et tente d'inscrire son histoire dans une conception plus globale des rapports entre humains et autres espèces vivantes : « Il faudrait que les deux visages du masque animiste cessent de s'entre-tuer, qu'ils créent la vie, qu'ils créent autre chose qu'eux-mêmes. Il faudrait, non, il faut à tout prix sortir de cette dualité réversible mortifère »

En plus de ses deux études anthropologiques qui interrogent notamment le dialogue perdu entre humains et animaux, Nastassja Martin a réalisé deux documentaires pour la chaîne Arte dans lesquels elle rend visible le quotidien et la philosophie de plusieurs membres du peuple Evène. Le premier s'intitule *Un hiver en Sibérie avec les Evènes du Kamtchatka* et le second : *Kamtchatka : un été avec les Evènes*. ♦

1. Pasteur : guerre et paix des microbes, Bruno Latour, 1984.

Tatiana GOLTSBERG



Habiter en oiseau, 2019

Vinciane Despret

Le titre du livre est éloquent. Il indique le déplacement de la ligne de séparation entre l'homme et l'animal. Il laisse deviner ce dont il s'agit effectivement dans cet écrit : d'une modification des manières d'être et de vivre à travers l'observation d'autres modes d'exister. Les oiseaux seront à la fois des objets d'étude et des sujets à imiter, des maîtres de vie. Le déplacement de la limite n'est pourtant pas le franchissement

de cette frontière épistémologique que Karl Popper appelait « démarcation entre science et non-science ». L'auteure n'agit ni en littéraire férue de métaphores et d'analogies projetant sur les animaux des attendus anthropomorphiques, ni en mystique qui entend communiquer avec la langue secrète des oiseaux. Elle dialogue avant tout avec les ornithologues (ces spécialistes du comportement des oiseaux) et, de près, en discute les hypothèses et en fait même l'histoire. Mais la manière de discuter la science est moins sur le champ de l'explication (qui suppose une lutte à mort entre les théories où, quand l'une l'emporte, les autres disparaissent) que sur celui de l'interprétation. Les hypothèses sont soulevées, vérifiées, hiérarchisées, confrontées, articulées et finalement coexistent dans une discussion qui manifeste la

complexité d'une nature rendue à son mystère, c'est-à-dire qui nous ramène à l'humilité et à la prudence. Si bien que ce livre, qui semblait n'être ni scientifique ni littéraire, se révèle être l'un et l'autre : il parle des oiseaux selon la langue la plus précise, mais il parle aussi pour les oiseaux (pour leur défense et comme une offrande). C'en est un cadeau pour nous éveiller à l'attention de ce qu'ils ont à nous montrer de notre monde. De leur manière de territorialiser se révèlent alors des façons d'exister autres, plus respectueuses des mondes animaux et de ceux qui les fabriquent. Ainsi, autour de la notion centrale de « territoire », un déplacement de limite conceptuelle a lieu : il est moins ce qui est possédé, approprié, exploité que ce qui se situe à l'interface des milieux intérieurs et extérieurs et permet de les exprimer. Les lignes écrites par la plume de l'autrice (qui a aussi réalisé un livre dans la même édition sur les poulpes et leur encre) se mêlent aux lignes mélodiques des oiseaux et au partage des espaces que permettent leurs partitions.

Le livre a fait date. Il intervient à un moment où la crise écologique, devenue sensible à un plus grand nombre, cherchait une manière de se dire qui réouvrait des manières d'agir, dans les marges et de manière positive. La collection « Mondes sauvages » de chez Actes Sud (sous-titrée « Pour une nouvelle alliance ») est très active dans cette entreprise et a donné forme à ce discours attendu. Vinciane Despret et Baptiste Morizot sont les parrains et les piliers de cette série de livres et ont chacun, à leur manière, informé au sens fort la ligne éditoriale, en créant un modèle à moduler plutôt qu'à imiter dans la suite des ouvrages. Baptiste Morizot, spécialiste du comportement des loups, a écrit *Manières d'être vivant* et montre que le loup aussi écrit et lit des traces, que ses comportements s'interprètent à l'aide de ce que l'on sait de la stratification évolutive qui le fait exister et des co-constructions des mondes associés. Il indique dans la postface au livre de Despret qu'ils visent le même sommet de compréhension intime et scientifique des animaux, mais chacun par un versant différent. La méthode de Vinciane Despret consiste, en effet, à trouver repliées dans les champs des oiseaux les discussions des scientifiques qui ont cherché à les connaître et le récit des circonstances qui les ont fait se croiser. Ainsi, elle peut, grâce à eux (les oiseaux), discuter les scientifiques en montrant l'arrière-plan épistémologique rigide qui les fait se confronter. L'anthropomorphisme est du côté de certains éthologues qui voient de l'agressivité là où il y aurait davantage du jeu. Les idées, hypothèses et interprétations apparaissent analogues à ces oiseaux plutôt que comme des théories figées, vides et mortes, semblables à des cages dans lesquelles on tâche à tort d'enfermer des spécimens que l'on renonce à comprendre pour les posséder et en parler avec autorité. Les oiseaux et les idées sont ici restitués à leur vitalité première.

Vinciane Despret (comme Baptiste Morizot) fait partie de cette mouvance qui modifie à la fois l'histoire des sciences et l'écriture de la philosophie. Ainsi, Bruno Latour et Isabelle Stengers (dont V. Despret est proche) sont des auteurs convoqués et discutés,

sous l'égide desquels le livre est écrit. Le sous-titre de la série, « nouvelle alliance », est d'ailleurs une référence implicite à un livre de Stengers. On pourrait citer aussi, dans le monde anglo-saxon, la figure magistrale de Donna Haraway, son écoféminisme et son *Manifeste des espèces compagnes*. Cette nouvelle génération de penseurs trouve également une filiation plus ancienne dans les années 1970, notamment chez Deleuze et Guattari d'un côté et Michel Serres de l'autre.

Mais un écart est marqué : si Deleuze et Guattari ont produit un concept utile à Despret, celui de déterritorialisation (qui permet de penser le territoire de manière dynamique et non seulement statique), ils semblent à ses yeux méconnaître la distance infinie du mystère que l'on peut trouver dans ces espèces compagnes. De même, Michel Serres, pourtant théoricien de cette nouvelle alliance avec *Le Contrat naturel*, a heurté Vinciane Despret lorsque, dans *Le Mal propre*, il a comparé, comme moyen rhétorique de sa critique de l'appropriation du monde par les marques, la stratégie des enseignes commerciales aux marquages territoriaux des animaux qui saliraient pour faire sien. La voix de Vinciane Despret est ainsi très singulière par sa précision, sa prudence et sa finesse. Ce livre n'est pas seulement une spécialisation sur un fragment du réel qu'est le comportement des oiseaux ; c'est surtout une nouvelle manière de faire de la philosophie, en compagnie de la science et de l'écriture, car il y a du style.

Le livre est composé de manière quasi musicale, avec légèreté et sérieux, précision et concision. Deux accords structurent l'ouvrage : chacune des parties comprend trois chapitres, sous la futaie desquels se trouvent des thèmes cohérents où sont discutés théories et comportements. Entre chaque chapitre, un contrepoint révèle un envers qui poursuit la réflexion en un accent décalé, rythmant la lecture sans l'enfermer dans la mesure rigide d'une théorie.

Le premier temps (ou premier accord) suit la scansion suivante :

1. « Territoire »
 2. « Puissances d'affecter »
 3. « Surpeupler »
- Le second temps (ou deuxième accord)
4. « Possessions »
 5. « Agression »
 6. « Partitions polyphoniques »

Dans le premier temps, il s'agit d'assouplir les esprits et de montrer comment rendre poreuses les théories au contexte qui les fait émerger, comment les manières de dire et de faire permettent de révéler les sujets du livre en construisant la possibilité d'une pertinence grâce à un accord avec eux. Dans le second temps, il s'agit d'user de ce décalage pour amender, infléchir, mettre un bémol à certains accents de la théorie convoyés par la charge politique de certains thèmes.

Chapitre 1

Le thème est avant tout la notion de « territoire » en ornithologie. Cette notion n'est ni univoque ni neutre. Une attention toute particulière doit être apportée à son usage pour parler du territoire des animaux sans projeter sur eux nos catégories politiques (propriété, appropriation, défense, souveraineté). Il ne faut pas non plus neutraliser la notion en en faisant un usage « tout-terrain », que supposerait la posture de surplomb d'un théoricien.

Le premier contrepoint est une question de méthode. Il s'agit de faire une histoire en plis dont les postulats sont les suivants : les idées ont plusieurs vies, elles sont oubliées et redécouvertes. Elles peuvent parfois dominer une discipline et l'étouffer, quand d'autres peuvent être réactivées contre l'hégémonie des précédentes. Cette manière d'écriture, qui est aussi méthode, associe ici les idées aux oiseaux et montre par le style ce qui se dit difficilement. Elle cite à ce propos à plusieurs reprises dans le livre l'ornithologue amateur Margaret Nice : son amateurisme la protège des biais de confirmation de la discipline et lui permet des descriptions plus fines et moins orientées par les attendus de la théorie discutée.

Chapitre 2

Il s'agit de discuter une première grande hypothèse selon laquelle le territoire serait une ressource alimentaire (il permet d'assurer la nourriture des petits, de réguler les populations et d'éviter la famine). C'est une thèse défendue par Altum puis par Howard. Cette thèse est discutée et fortement nuancée par Vinciane Despret, voire contestée.

Des observations plus fines montrent que les frontières sont élastiques, qu'il existe des aires alimentaires communes, que les femelles sont nourries en dehors du territoire et qu'il y a une agressivité moindre lors du nourrissage. La fonction alimentaire n'est ni universelle ni déterminante.

Une deuxième hypothèse est discutée dans le chapitre : le territoire serait une scène expressive. Moffat montre ainsi que le chant n'est pas d'abord destiné aux femelles, qu'il est un signal adressé aux mâles, qu'il vaut promotion et avertissement, et qu'il fonctionne comme un « blason sonore ». Cette thèse anticipe la théorie des « signaux honnêtes¹ ». Mais surtout, elle intéresse

1. La théorie du handicap est une hypothèse d'évolution biologique formulée à l'origine par le biologiste Amotz Zahavi (en 1975) pour expliquer comment l'évolution a développé des solutions permettant aux animaux d'émettre des signaux « honnêtes » et dignes de confiance entre individus qui auraient tout intérêt, au contraire, à se tromper mutuellement.

Ces signaux peuvent être utilisés par les individus pour évaluer de façon fiable la qualité des différents partenaires potentiels, à l'inverse des signaux « malhonnêtes » (signaux d'alerte pour éloigner des congénères des ressources alimentaires, mimétisme, etc.).

Vinciane Despret car elle ouvre une autre piste : le territoire comme « matière à expression », comme espace spectaculaire. On retrouve ici les références à Souriau et à Deleuze et Guattari : le territoire n'est pas seulement défense, il est aussi mise en scène. Se joue ainsi un déplacement décisif du fonctionnel à l'expressif, qui sera développé dans la suite du texte. L'agressivité n'est plus cause du territoire, elle est style, chorégraphie, simulacre. Le territoire est jeu, « comme si », bluff, magie des apparences. Il ne s'épuise pas dans la survie, il produit aussi des affects.

Le territoire est le lieu où s'exprime la « puissance d'affecter » selon des « modes d'apparaître » (chants, couleurs, postures) qui peuvent être des choses à voir ou à entendre. Ces modes impressionnent, captivent, séduisent, tiennent à distance. Le territoire est donc un dispositif d'affects, un agencement de puissances. Ils ne sont pas seulement utiles ou exploitables, mais inventions d'usages, créations multiples.

Chapitre 3

La conception réductionniste du territoire tient à une mauvaise question initiale propre au fonctionnalisme : « à quoi ça sert ? » Le fonctionnalisme est réducteur, car le territoire peut avoir plusieurs fonctions successives ; les organes et les fonctions peuvent être détournés et réinvestis autrement. Les caractères hérités sont disponibles pour d'autres usages.

L'hypothèse dominante serait que le territoire est une affaire de mâles. Des observations plus fines montrent, au contraire, que des territoires sont défendus par des femelles chanteuses, qu'il existe des choix de territoire féminins et que des formes de polygamie sont décidées par les femelles. Le territoire engage des agencements relationnels multiples.

L'école de Chicago (Allee) insiste sur l'attachement au lieu. L'intuition est juste : le territoire est un lieu de quiétude, il permet la prévisibilité, il protège contre les parasites et les maladies, il stabilise la vie collective. Le mot central est la philopatrie (attachement au lieu). Il n'est donc pas seulement compétition, mais aussi habitude, confort et tranquillité.

Il n'existe donc pas de théorie générale du territoire. Les territoires sont multiples, variables selon les espèces, variables au sein d'une même espèce, liés à des histoires locales, liés à des inventions comportementales. Ce n'est donc pas une notion « tout-terrain », mais une manière d'habiter, une manière d'affecter et une manière de faire monde.

Deuxième partie (second accord)

La deuxième partie reprend, prolonge et pluralise cette conception du territoire. Elle montre, à partir de deux concepts de la théorie éthologique classique (agressivité et possession), comment en modifier la compréhension pour les rendre plus

conformes à la description concrète des réalités multiples : l'agressivité est jouée ; la possession est réciproque (l'individu est possédé par le territoire qu'il possède).

Comme dans la première partie, l'auteure avait discuté Michel Serres pour ne retenir que sa critique politique tout en se dissociant de l'usage qu'il fait, à cet effet, de la figure de l'animal ; dans la deuxième partie, ce sont Deleuze et Guattari qui sont discutés, notamment pour hériter de leur conception dynamique du territoire. Le dernier chapitre permet d'en proposer une interprétation musicale qui s'inspire du philosophe de l'art Souriau.

C'est ainsi que la portée politico-esthétique de l'œuvre apparaît : les animaux nous rendent sensibles au monde qu'ils composent, et faire attention à eux, c'est accepter ce décentrement. Les scientifiques qui s'y sont intéressés sont entrés dans leur univers et trouvent, dans cette composition musicale, le modèle de leurs débats.

Ce travail permet de se déprendre d'un naturalisme simpliste, des analogies rapides, et attire l'attention sur l'usage des mots, mais aussi sur les dispositifs techniques d'observation qui induisent des biais. Contre les généralités hâtives, il y a l'importance du cas particulier, et la méthode inclut ici curiosité, tact et imagination disciplinée.

En résumé, le territoire n'a pas une fonction unique ; les comportements territoriaux sont expressifs autant qu'utilitaires. Les animaux ne sont pas réductibles à nos catégories politiques. Il faut produire une écologie des concepts scientifiques. Habiter, c'est toujours cohabiter.

Christophe GROSJEAN



